



LE RÔLE DE LA RÉSISTANCE PENDANT LA BATAILLE DE NORMANDIE

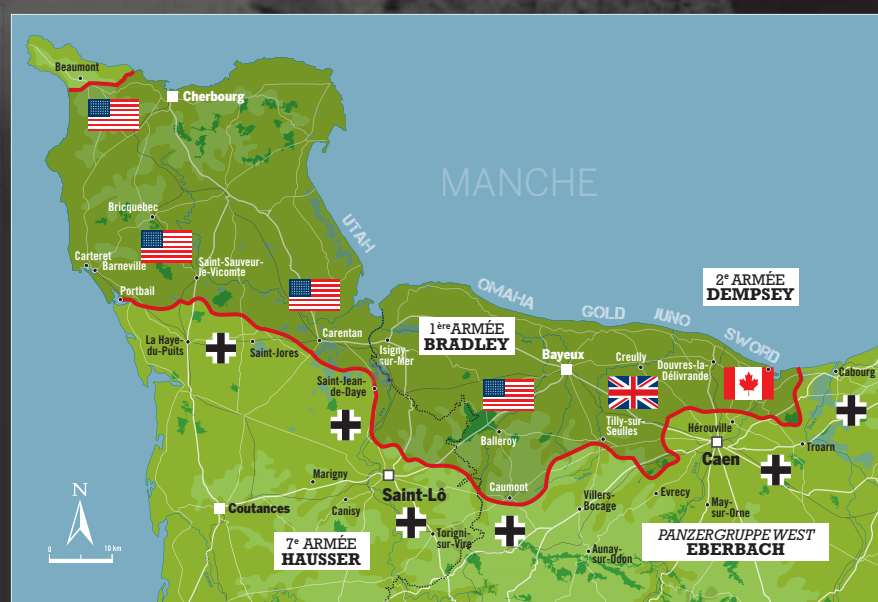
D'UNE RÉSISTANCE SPONTANÉE À UNE RÉSISTANCE ORGANISÉE.

10 mai 1940 Le 10 mai 1940, les armées du Reich attaquent à l'ouest. Le 14 mai, le front français est rompu à Sedan. Un mois plus tard, les Allemands entrent dans Paris. Dans un discours radiodiffusé, le 17 juin, Pétain annonce aux Français qu'il faut cesser le combat. Le même jour, Edmond Michelet diffuse un tract à Brive qui commence par ces mots : « **Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend** ». Le 18 juin, le **général de Gaulle** lance à la radio anglaise, la BBC, son premier appel à la Résistance.

22 juin 1940 Le 22 juin, l'armistice est signé à Rethondes, et le 10 juillet, le Parlement, réuni à Vichy vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain : c'est la fin de la III^e République. Dans la nuit de l'Occupation qui commence, des hommes et des femmes, peu nombreux, mais au courage magnifique, rejettent l'idéologie raciste et dominatrice du vainqueur. Ils refusent la suppression des libertés et la négation des droits de l'homme imposées à une grande partie de l'Europe. Ils contestent la légitimité de l'État français et exècrent la politique de collaboration inaugurée par Pétain à Montoire. Dès la fin de 1940, ces isolés se cherchent pour commencer la lutte clandestine qui s'annonce longue et périlleuse.

27 mai 1943 Après le Débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942 et la défaite allemande à Stalingrad, au début de février 1943, la Résistance en France s'organise et se développe. Grâce à l'action de **Jean Moulin**, le **Conseil national de la Résistance (CNR)** qui rassemble ses principales composantes, tient sa première séance à Paris, le 27 mai 1943. Symbole de l'union nationale reconstituée dans la clandestinité, le CNR reconnaît le **général de Gaulle**, chef de la France libre, **comme le seul chef de la Résistance française**.

Dès lors, les combattants de l'ombre, rassemblés dans les **Forces françaises de l'intérieur (FFI)** sous le commandement du **général Koenig**, se préparent à entrer en action aux côtés des Alliés dès le début du Débarquement. La Résistance normande se trouve ainsi aux avant-postes de la gigantesque bataille qui commence, le 6 juin 1944, sur les côtes de la Manche et du Calvados et s'achève dans l'Orne, sur le mont Ormel à la fin du mois d'août.



Ligne de front le 30 juin 1944.

EXPOSITION PRÉSENTÉE DANS LE CADRE DU 70^e ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT ET DE LA BATAILLE DE NORMANDIE

UNE EXPOSITION DU COMITÉ RÉGIONAL RÉSISTANCE ET MÉMOIRE, COMBATTANTS VOLONTAIRES DE LA RÉSISTANCE ET DE LA COMPAGNIE SCAMARONI

Avec le concours de Mémoire et Espoirs de la Résistance,
des ONAC et des Archives départementales 14-50-61.

Exposition réalisée avec le soutien de nos partenaires



I - LES PRÉPARATIFS AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

1 DANS LE CALVADOS, LA RÉSISTANCE PEINE À SE RECONSTRUIRE

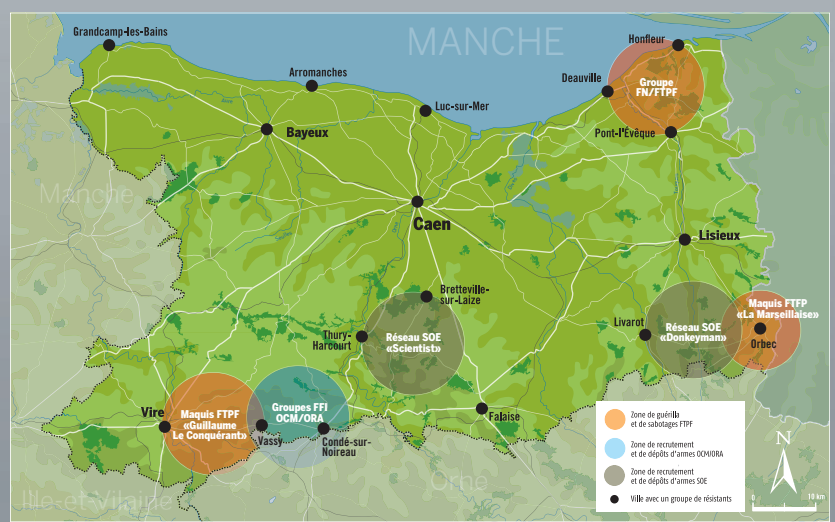
DEUX MOUVEMENTS FUSIONNENT

Jusqu'à la mi-décembre 1943, la Résistance du Calvados est commandée par l'entrepreneur Marcel Girard, chef d'état-major de l'Armée secrète (AS) pour la région M1 (Calvados, Orne, Manche). Il a mené à bien, dix mois auparavant, la fusion de deux mouvements de Résistance bien implantés dans les villes du département : l'Organisation civile et militaire (OCM) et Ceux de la Résistance (CDLR). Il est secondé par l'ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées, Eugène Meslin.

Jusqu'à la fin de l'année 1943, le renseignement constitue la principale activité de la Résistance. Sa collecte est le fait de plusieurs réseaux spécialisés : *Alliance* (Robert Douin), *Arc-en-Ciel* (Jean Héron), *Centurie* (Robert Thomas), *Eleuthère* (Guy Lamy), *Zéro France* (Aimable Lepeu).



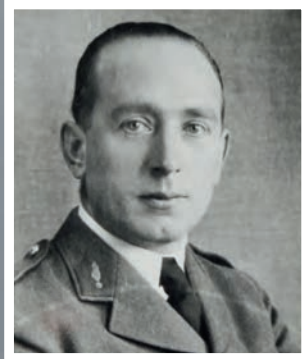
Marcel Girard
Chef régional des FFI pour la région M1, in *Le Figaro*, 7 mai 1952.
(Coll. part.)



Principales forces de la Résistance dans le Calvados au printemps 1944.
SOE : Special Operations Executive (Services secrets britanniques) - FTFP : Francs-tireurs et partisans français (branche armée du PCF)
FN : Front national (mouvement à dominante communiste) - OCM : Organisation civile et militaire
ORA : Organisation de Résistance de l'Armée (Mouvements de Résistance non-communistes)



Eugène Meslin
Chef des FFI pour la subdivision M1.
(Coll. Jean Quélien)



Robert Kaskoreff
Premier chef départemental FFI du Calvados.
(Coll. Jean Quélien)

LA CATASTROPHE DE DÉCEMBRE 1943

Mais à partir du 16 décembre 1943 et au cours des quatre premiers mois de 1944, la *Sipo-SD* (Gestapo) de Caen procède à de nombreuses arrestations, à commencer par le chef du Bureau des opérations aériennes (BOA), Emmanuel Robineau. Efficacement secondée par une redoutable équipe d'une dizaine de jeunes auxiliaires français, la Gestapo démantèle plusieurs réseaux : Alliance, Zéro-France et plusieurs sections locales des principaux mouvements : Organisation civile et militaire (OCM), Front national, Organisation de résistance de l'armée (ORA).

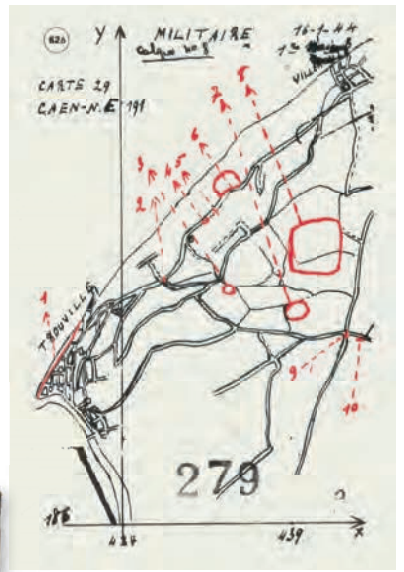
Les cadres de l'état-major de l'AS sont arrêtés (Pierre Bouchard, Gaston Corbasson) ou contraints de se cacher en zone rurale, ou encore de continuer la Résistance dans d'autres régions.

DISPERSÉS MAIS PRÊTS POUR LA BATAILLE

À la veille du Jour J, sur combien d'hommes armés et entraînés le chef des FFI de la subdivision M1 peut-il compter dans le Calvados ? Guère plus de 350 hommes prêts à participer activement aux opérations de sabotage et de guérilla.

À l'exception des réseaux britanniques du *Special Operations Executive* (SOE) dans les secteurs d'Orbec (Jean-Marie/Donkeyman)⁽¹⁾ et de Thury-Harcourt (maquis de Saint-Clair/Scientist), mieux armés et disposant pour ce dernier, d'une liaison radio quotidienne avec Londres, les résistants du Calvados sont dispersés en très petites unités (groupes Francs-tireurs et partisans français/FTFP du bocage virois et du Pays d'Auge) mais prêts, malgré leurs faibles moyens, à se lancer courageusement dans la bataille, dès l'annonce du Débarquement.

(1) La première dénomination est l'appellation française du réseau, et la seconde, en italique, est l'appellation britannique du même réseau.



Calque avec relevés d'installations militaires allemandes réalisés en janvier 1944 par le réseau Eleuthère dans le secteur côtier de Trouville-Villerville.
(Archives du Comité régional Résistance et Mémoire)

Poste émetteur-récepteur valise de type 3 MK II

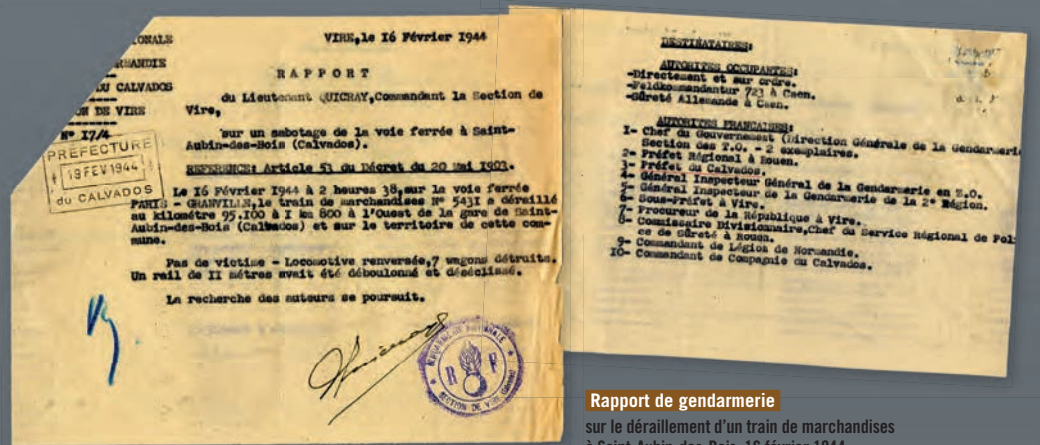
utilisé par le lieutenant Maurice Larcher, officier radio SOE, du maquis de Saint-Clair de mars à juin 1944.
(Coll. part.)



Jean Renaud-Dandicolle
Officier SOE, chef du maquis de Saint-Clair, photographié le long du canal de Nantes à Brest, à Pleyben (Finistère), août 1943.
(Coll. part.)



Sabotage d'un train de ciment
le 16 février 1944 à Saint-Aubin-des-Bois (Calvados).
Un Calque spécial annexé au livre de Marcel Leclerc, *La Résistance dans la Manche, Réseaux et mouvements, Juin 1940-Août 1944*, Editions Exercitiales, 2004, Marigny



Rapport de gendarmerie
sur le déraillement d'un train de marchandises à Saint-Aubin-des-Bois, 16 février 1944.
(Conseil général du Calvados, Archives départementales - 9W 61)

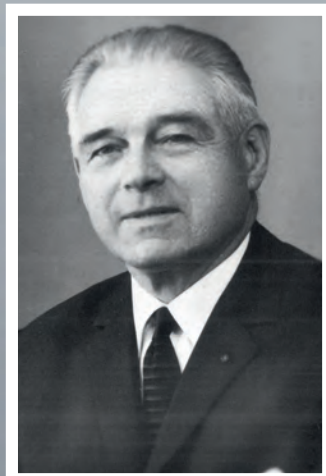
LES PRÉPARATIFS DANS LE CALVADOS AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

3 FÉVRIER	16 FÉVRIER	3 MAI	17 MAI	FIN MAI	NUIT DU 2 AU 3 JUIN
CRÉATION DU MAQUIS DE SAINT-CLAIR/SCIENTIST (SOE).	DÉRAILLEMENT À SAINT-AUBIN-DES-BOIS SUITE À UN SABOTAGE FTFP.	EXÉCUTION À CAEN DE LUCIEN BRIÈRE, AUXILIAIRE FRANÇAIS DE LA GESTAPO PAR UN COMMANDO DU RÉSEAU ARC-EN-CIEL.	LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LIBÉRATION CLANDESTIN (CDL) SE RÉUNIT À VENOIX SOUS LA PRÉSIDENTICE DE LÉONARD GILLE.	UN NOUVEL ÉTAT-MAJOR FFI EST CRÉÉ. JACQUES BERJOT (COURTOIS) EST NOMMÉ CHEF DÉPARTEMENTAL DES FFI DU CALVADOS.	DEUXIÈME PARACHUTAGE D'ARMES POUR LE MAQUIS DE SAINT-CLAIR.

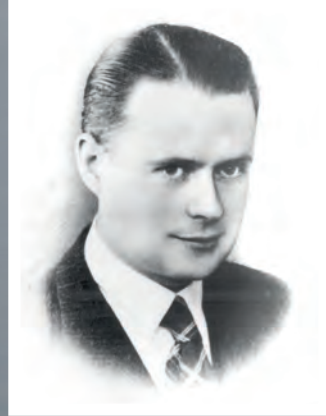
I - LES PRÉPARATIFS AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

2

DANS L'ORNE, 600 HOMMES ARMÉS ET DÉTERMINÉS



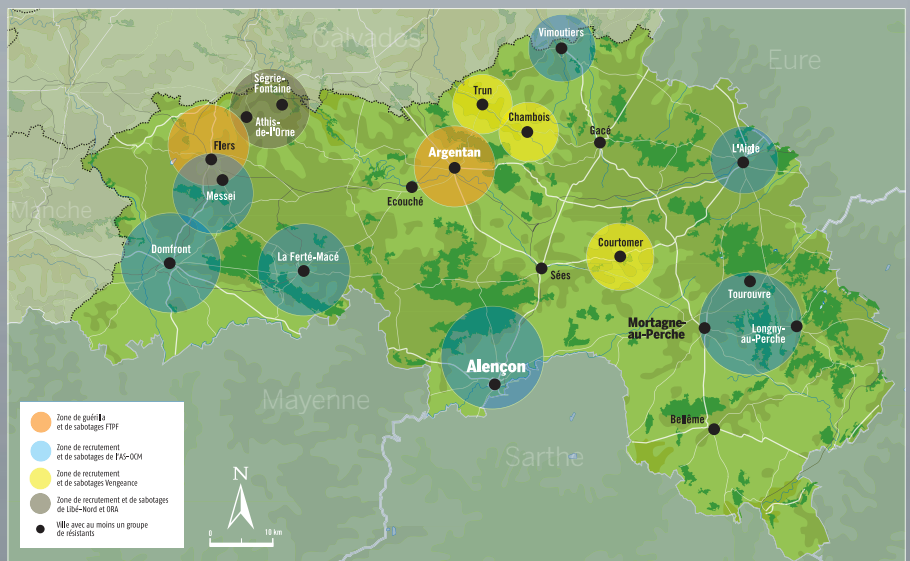
Robert Aubin
Premier chef départemental FFI de l'Orne.
(Coll. part.)



Daniel Desmeulles
Deuxième chef départemental FFI de l'Orne.
(Coll. part.)

L'OCM, PRINCIPAL MOUVEMENT DE RÉSISTANCE

L'Armée secrète (AS) est constituée principalement de l'Organisation civile et militaire (OCM) créée par Robert Aubin, chef d'entreprise et maire de Fontenais-sur-Orne. Arrêté le 3 novembre 1943 puis déporté dans les camps nazis, le chef de l'AS de l'Orne est remplacé par un professeur agrégé d'histoire au lycée d'Alençon, Daniel Desmeulles, nommé chef départemental au début de 1944. L'AS compte, à la veille du Débarquement, 350 combattants réels, munis d'un armement insuffisant. Mais le commandement unique de la Résistance dans l'Orne n'existe pas encore.



Principales forces de la Résistance dans l'Orne au printemps 1944.
FFP : Francs-tireurs et partisans français (branche armée du PCF) - Lib-Nord : Libération-Nord (Mouvement de gauche regroupant socialistes SFIO et syndicalistes)
Vengeance : Corps francs - OCM : Organisation civile et militaire - ORA : Organisation de Résistance de l'Armée (Mouvements de Résistance non-communistes)
AS : Armée secrète (succède à l'OCM à la fin de 1943).

UNE RÉSISTANCE TRÈS ACTIVE AUTOUR DE FLERS

Deuxième formation résistante par l'effectif, le mouvement Libération-Nord peut mettre en action dans la région de Flers, 120 hommes des Corps francs placés sous les ordres d'Henri Laforest et de Robert Bernier. Les Francs-tireurs et partisans français (FTPF) disposent de leur côté d'une vingtaine d'hommes dans la région de Flers et de 30 dans le secteur d'Argentan, tous placés sous la direction unique de Raymond Noël. Ils disposent d'un armement dérisoire.

La valeur du recrutement est variable selon les formations. Excellente chez les FTFP et parmi les Corps-francs de Libération-Nord, elle demeure très inégale parmi les effectifs de l'AS. Le mouvement Vengeance s'implante en 1943, animé par René Sénaque dans la région de Trun-Chambois et par le colonel de Pelet, autour de Courtomer et de Moulins-la-Marche.



Henri Laforest
Chef du mouvement Libération-Nord dans le secteur de Flers, sans date.
(Coll. part.)

Dans l'Orne
La situation est complexe dans l'Orne. Le 10 mai, Daniel Desmeulles arrive à un stade d'entraînement et reprend les contacts avec les responsables des groupes de sabotage à l'initiative de la résistance.

« 20 hommes environ dans une section de sabotage, à l'initiative de la résistance, à l'initiative de la résistance, à l'initiative de la résistance... »

« Dans la seconde quinzaine de juin, Linder Jean (renommé Geoff) représentant du M.L.N., reprend une centaine d'hommes dans la région de Courtomer, Moulins-la-Marche, Aube, reçoit des armes de l'AS, et entraîne activement la lutte partisans... »

« Les instructions... »

« Les instructions... »

« Les instructions... »

ANNEE I
PLAN D'UNITE

TABEAU DES CENTRES DE PARASITAIRES DU B.O.A.

Instructions de Daniel Desmeulles
In Marcel Baudot, Libération de la Normandie, Hachette littératures, 1974, p. 120-123.



Robert Bernier
Un des chefs du mouvement Libération-Vengeance dans la région de Flers, sans lieu ni date.
In Stéphane Robine, Les résistants du bocage ormais, été-automne 1944, second volume, Le Pays Bas-normand, n° 3-4, 2005.
(Coll. part.)

SITUATION DE LA RÉSISTANCE DANS L'ORNE A LA VEILLE DU DÉBARQUEMENT

Effectif des Groupes de Combat

— Dans la région de Flers : 50 FTFP, commandés par Samia.
— Dans la région d'Argentan : 30 FTFP, commandés par Sachal.
— En outre, dans la région de Flers : 120 hommes des Corps Francs de Libération-Vengeance sous les ordres de Robert et de Pelet.
— L'AS, pratiquement, ne comptait que 350 combattants réels, malgré un effectif théorique de plus de 1.500 hommes. Mais fait généralement suffisant, 500 à 600 soldats de l'ombre prêtent une part effective aux combats.
— Dans la seconde quinzaine de juin, Linder Jean (renommé Geoff) représentant du M.L.N., reprend une centaine d'hommes dans la région de Courtomer, Moulins-la-Marche, Aube, reçoit des armes de l'AS, et entraîne activement la lutte partisans.
— Ces diverses formations devaient d'ailleurs s'être pour former les FFI de l'Orne.
— Dans la région de Rânes, un industriel localiste, Foucault (spécialiste) avait constitué un groupement qui resta autonome. Il était relié à Londres par radio grâce au B.O.A. et recevait directement ses parachutes. Il semble qu'il ait été laquetterie pour un an et en moyenne.

Tableau statistique des forces de la Résistance à la veille du Débarquement
(Mazeine, Clandestinité, éditions Trésias, p. 57).

UNE GRANDE DÉTERMINATION

À la veille du Jour J, les forces de la Résistance dans le département de l'Orne représentent environ 600 à 650 hommes, soit près du double de celles que peuvent engager les FFI du Calvados dans la bataille.

Le 8 mai, Daniel Desmeulles a adressé un rapport très précis (*lire ci-dessus*) à tous les chefs d'arrondissement du département. Tenant compte des instructions les plus récentes de l'état-major interallié, il fournit un tableau très complet de toutes les opérations militaires dans lesquelles s'apprêtent à s'engager les FFI : sabotages des voies ferrées (plan vert), lutte antichars (plan Tortue), parachutages, opérations de guérilla sur les routes. Tout en restant lucide, il témoigne d'un grand courage et d'une détermination sans faille.



Diplôme d'appartenance à l'OCM (Organisation civile et militaire)
Principal mouvement de Résistance dans l'Orne en 1944
In Stéphane Robine, Les résistants du bocage ormais, été-automne 1944, second volume, Le Pays Bas-normand, n° 3-4, 2005.
(Coll. part.)

LES PRÉPARATIFS DANS L'ORNE AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

22 JANVIER	1 ^{er} AVRIL	DÉBUT AVRIL	1 ^{er} MAI	NUIT DU 11 AU 12 MAI	16 MAI
ÉMILE LECHAT, ANCIEN SECRÉTAIRE FÉDÉRAL DU PPF (PARTI POPULAIRE FRANÇAIS) DE L'ORNE EST ABATTU À VIMOUTIERS PAR LA RÉSISTANCE.	À ARGENTAN, RECONSTITUTION DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'AS DIRIGÉ PAR LE GÉNÉRAL ALLARD.	À LAIGLE, IMPORTANTE RÉUNION AU DOMICILE D'ERNEST VOYER RELATIVE À LA PRÉPARATION DU PLAN « ÉLECTRO » (SABOTAGE DES LIGNES ÉLECTRIQUES).	ANDRÉ GROS EST REMPLACÉ PAR RENÉ CROISÉ À LA TÊTE DU BOA (BUREAU DES OPÉRATIONS AÉRIENNES).	SABOTAGE DE PYLONES ÉLECTRIQUES À HAUTE TENSION À BRÉTHEL ET ÉCORCEL.	IMPORTANTE RÉUNION QUI VALIDE LES SABOTAGES À ENTREPRENDRE À L'ANNONCE DU DÉBARQUEMENT (PLAN DESMEULLES).



I - LES PRÉPARATIFS AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

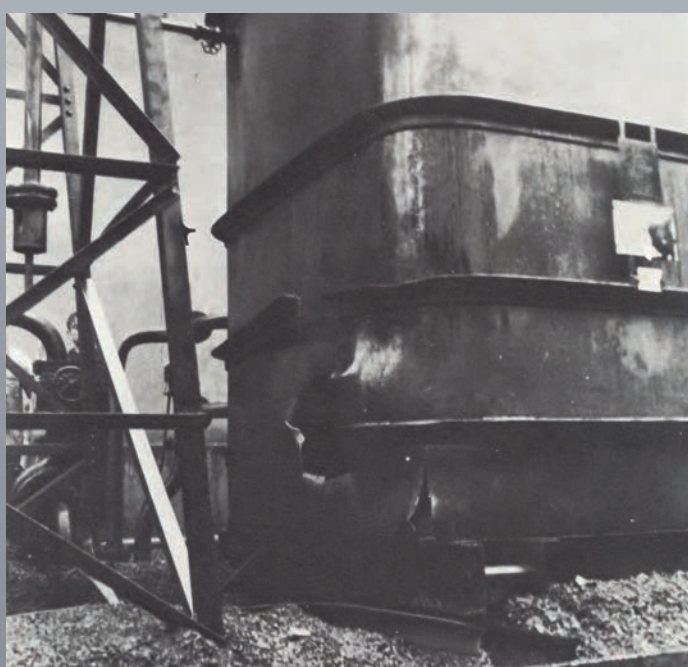
3 DANS LA MANCHE, L'UNITÉ DE LA RÉSISTANCE EST RÉALISÉE

YVES GRESSSELIN, CHEF DES FFI

Trois mouvements se partagent l'essentiel des forces de la Résistance dans le département de la Manche. Le premier, par les effectifs, est l'Organisation civile et militaire (OCM) qui compte, en mai 1944, près de 500 hommes (effectif théorique), surtout actifs dans la collecte de renseignements. Son principal responsable est Yves Gresselin, à Cherbourg. Il est chargé à la fin de 1943 de former un comité départemental de libération (CDL) clandestin. Le 7 mars 1944, il est nommé chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI) du département.



Principales forces de la Résistance dans la Manche au printemps 1944.
FTP - Francs-tireurs et partisans français (branche armée du PCF)
SOE - Special Operations Executive (Service secret britannique)



Usine de Vezins (Manche)

Sabotage d'un des transformateurs de l'usine hydro-électrique sur la Sélune par des FTPF de l'Orne et de la Manche, le 19 janvier 1944.

In Marcel Leclerc et André Heintz, 1940-1944, La Manche en images, éditions Libra-sciences, Bruxelles, 1978, p. 44.



UNE RÉSISTANCE TRÈS ACTIVE DANS LE SUD-MANCHE

Le Front national et les Francs-tireurs et partisans français (FTPF), deuxième force résistante de la Manche durement éprouvée au printemps 1943, sont surtout implantés dans le sud du département. René Berjon, qui a remplacé Léon Pinel, arrêté le 5 mars 1944 à Sens-de-Bretagne, a constitué de solides groupes à Avranches, dans les secteurs de Saint-Hilaire-du-Harcouët et de Barenton. Les groupes FTPF sont à l'origine de nombreux sabotages pendant les premiers mois de 1944, dans tout le sud-Manche. La mise hors-service de quatre transformateurs de l'usine hydroélectrique de Vezins, dans la nuit du 19 au 20 janvier 1944 par un groupe dirigé par Jean Turmeau, en fournit un bon exemple. Le Front national est également très actif sur le plan de la propagande (tracts et journaux clandestins dont une édition départementale du Front national grâce à une ronéo camouflée à Saint-Laurent-de-Cuves, chez la mère d'André Debon. Insuffisamment armés, les FTPF de la Manche sont toutefois prêts à affronter l'ennemi dès l'annonce du Débarquement.

Michel Tauzin

FTP/Front national, à l'entrée de l'atelier d'imprimerie clandestine à Saint-Laurent-de-Cuves, sans date.

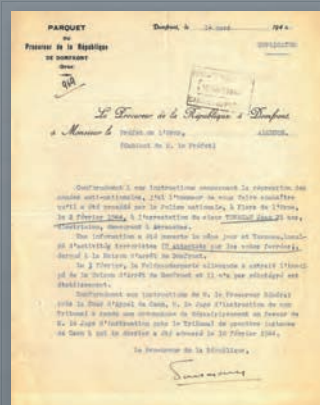
(Conseil général de la Manche, Archives départementales : 253 J/19, reproduction A. Poirier).

dirigé par Jean Turmeau, en fournit un bon exemple. Le Front national est également très actif sur le plan de la propagande (tracts et journaux clandestins dont une édition départementale du Front national grâce à une ronéo camouflée à Saint-Laurent-de-Cuves, chez la mère d'André Debon. Insuffisamment armés, les FTPF de la Manche sont toutefois prêts à affronter l'ennemi dès l'annonce du Débarquement.



Citation à l'ordre du régiment délivrée au chef départemental du Front national : Léon Pinel, 2 janvier 1946.

(Conseil général de la Manche, Archives départementales : 253 J/18, reproduction A. Poirier).



Lettre du procureur de la République de Domfront

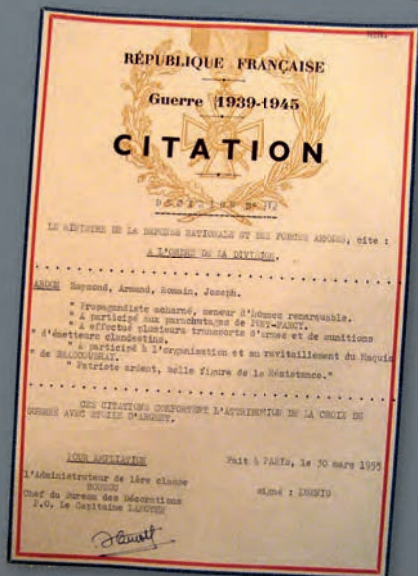
au préfet de l'Orne annonçant l'arrestation de Jean Turmeau par la police mobile à Flers, 14 mars 1944.

(Conseil général de l'Orne, Archives départementales : 2 W 2)

Les plans d'action de la Résistance française

Au printemps 1944, le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), en liaison avec la Résistance intérieure française, a préparé des plans d'action qui doivent être appliqués au moment du débarquement allié sur les côtes françaises. Ces plans ont été approuvés par l'état-major des Forces françaises de l'intérieur (FFI) qui commande le général Koenig à Londres, l'état-major du *Special Operations Executive* (SOE) britannique et l'état-major interallié.

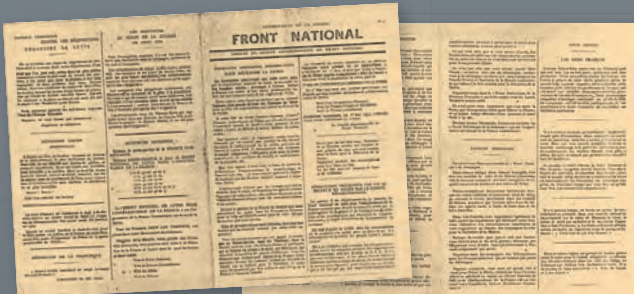
Quatre plans principaux de sabotage ont été préparés : le plan vert (voies ferrées) ; le plan violet (lignes téléphoniques souterraines à grande distance) ; le plan Tortue (attaque des blindés ennemis), le plan bleu (lignes électriques à haute tension). S'y ajoute un plan rouge (déclenchement de la guérilla) essentiellement à partir des zones montagneuses qui joueraient le rôle de « réduits », c'est-à-dire à la fois zones de refuge et bases de départ pour des attaques sur les arrières de l'ennemi. Ce plan rouge va peu à peu s'étendre au gré des circonstances locales à l'ensemble du territoire.



Citation à l'ordre de la division

signée du général Koenig, délivrée à Raymond Abdon, ancien du maquis de Beaucoudray, 30 mars 1955.

(Coll. part.)



Front national

Édition de la Manche, n° 4, 1943

(Conseil général de la Manche, Archives départementales : 129 J/72, reproduction A. Poirier).

Communiqué des groupes FTP/Front national de la région d'Avranches-Ducey, n° 1, août 1944

(Conseil général de la Manche, Archives départementales : reproduction A. Poirier).



Jean-Baptiste Etiennev

L'un des responsables du mouvement Libération-Nord dans la Manche, sans lieu, ni date.

(Conseil général de la Manche, Archives départementales : 129 J/31, reproduction A. Poirier).

DES SABOTAGES TRÈS CIBLES

Libération-Nord placé sous les ordres de Joseph Bocher et de Jean-Baptiste Etiennev, compte environ 200 hommes bien implantés dans les secteurs de Cherbourg, de Carentan, des Pieux et dans le sud du Coutançais.

D'autres petites formations, comme le groupe Action-PTT de Saint-Lô se montrent néanmoins très actives dans la collecte de renseignements et d'armes (parachutage de Sainte-Marie-Outre-l'Eau le 10 mai 1944), la cache de réfractaires au STO (le maquis de Beaucoudray accueille une trentaine de résistants) et la préparation des plans « violet » et « bleu » de sabotage des lignes téléphoniques et électriques.

Au début du mois de juin 1944, on peut estimer les groupes FFI, FTPF, Libération-Nord et divers isolés à un millier d'hommes.

LES PRÉPARATIFS DANS LA MANCHE AVANT LE DÉBARQUEMENT (JANVIER-JUIN 1944)

19 JANVIER

SABOTAGE CONTRE L'USINE HYDRO-ÉLECTRIQUE DE VEZINS PAR UN GROUPE FTPF.

5 MARS

CRÉATION DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LIBÉRATION (CDL) À CHERBOURG.

6 MARS

RENÉ BERJON, RESPONSABLE POLITIQUE FTPF POUR LA MANCHE, SUCCEDE À LÉON PINEL, ARRÊTÉ LE 5 MARS À SENS-DE-BRETAGNE.

7 MARS

YVES GRESSSELIN EST DÉSIGNÉ COMME CHEF DES FFI DU DÉPARTEMENT DE LA MANCHE.

NUIT DU 9 AU 10 MAI

PARACHUTAGE SOE À SAINTE-MARIE-OUTRE-L'EAU (CALVADOS). ARMEMENT DU GROUPE ACTION-PTT DE SAINT-LÔ ET DE GROUPES FTPF DU SUD-MANCHE.

PARTOUT, LA GESTAPO PORTE DES COUPS SÉVÈRES À LA RÉSISTANCE

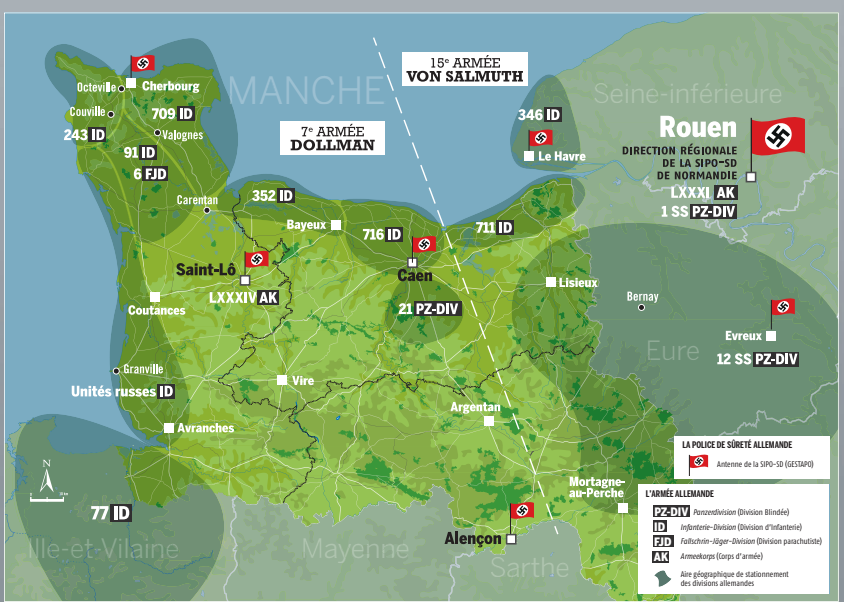
1942, LA GESTAPO S'INSTALLE EN NORMANDIE

Depuis le mois de mai 1942, la répression de la Résistance en France a changé radicalement de direction et de méthode avec le remplacement des services de police militaire (*Geheimfeldpolizei* ou GFP) et de contre-espionnage (*Abwehr*), dépendant de la *Wehrmacht*, par la Sipo (*Sicherheitspolizei*) et le SD (*Sicherheitsdienst*), les services de police et de sécurité du parti nazi. À partir de cette date, la Sipo-SD, plus communément appelée « Gestapo » par les Français, est commandée à Paris par le général SS Karl Oberg, nommé chef suprême de la SS et de la police en France, *Höhere SS und Polizeiführer des Militärbefehlshaber in Frankreich* (MBF).

Les membres de la police militaire (GFP) sont alors versés dans les Kommandos régionaux de la Sipo-SD (Gestapo) et leurs antennes départementales. C'est ainsi que le territoire de la Basse-Normandie est dirigé par le chef du Kommando de Rouen, le *SS-Obersturmführer Dauber*, qui a autorité sur les antennes locales installées à Caen pour le Calvados ; à Alençon pour l'Orne ; à Saint-Lô, Cherbourg et Granville pour la Manche.



Avis à la population promulgué par Karl Oberg
 Chef suprême de la SS et de la police en France, 10 juillet 1942
 (Conseil général de la Manche, Archives départementales, 303 Fi 73, reproduction A. Poirier).



La présence allemande en Normandie, le 6 juin 1944.
 À la veille du 6 juin 1944, les divisions allemandes comptent en moyenne 10 000 à 12 000 hommes mais la 716^e ID ne dépasse pas 8 000 hommes.



Les membres de la Sipo-SD de Caen
 Photo prise entre octobre 1943 et mars 1944
 (Coll. Jacques Delarue).

LA RÉPRESSION S'INTENSIFIE...

À Caen, la Sipo-SD s'est installée, depuis juillet 1942, au n° 44 de la rue des Jacobins, dans les locaux de l'ancienne clinique du Dr. Raphaël Pecker, déporté à Auschwitz-Birkenau. Le service est d'abord dirigé par un ancien policier professionnel d'Hambourg le *SS-Untersturmführer* Heinrich Meier puis à partir de février 1944, par le *SS-Untersturmführer* Harald Hejns, dit *Bernard*, nouvellement promu après avoir dirigé la Sipo-SD d'Alençon durant quatre mois.



Les membres de la Geheimfeldpolizei d'Orléans, vers 1941.

À l'extrême-droite, Harald Heinz, futur chef-adjoint de la Sipo-SD de Caen (de juillet 1942 à octobre 1943) puis chef de la Sipo-SD d'Alençon (jusqu'en février 1944) et enfin chef de la Sipo-SD de Caen (jusqu'en juillet 1944).
 (Coll. Jean Quélien)

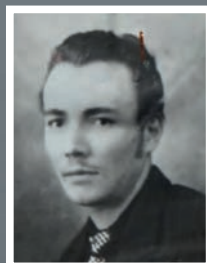
... AVEC LE CONCOURS ZÉLÉ DE JEUNES FRANÇAIS

Sans le concours zélé de personnages sans scrupule comme le sinistre Brière ou l'aide efficace d'une douzaine de jeunes Français égarés qui s'engagent dans l'engrenage de la collaboration policière, sous l'influence de l'ancien garagiste Raoul Hervé, la Gestapo n'aurait jamais obtenu les succès qui ont été les siens, dans la lutte sans merci livrée aux forces de la Résistance normande.

Aidé par les dénonciations de nombreux informateurs répartis dans toute la région, souvent membres des mouvements de collaboration comme le RNP, le PPF, le MSR ou Collaboration, les antennes de la Sipo-SD de Caen, d'Alençon et de Saint-Lô continuent d'arrêter, de torturer, de fusiller ou de déporter des dizaines et des dizaines de patriotes au cours des cinq premiers mois de 1944.



Raoul Hervé
 (Coll. Jean Quélien)



Serge Fortier
 (Coll. Jean Quélien)



Jean Laronche
 (Coll. Jean Quélien)

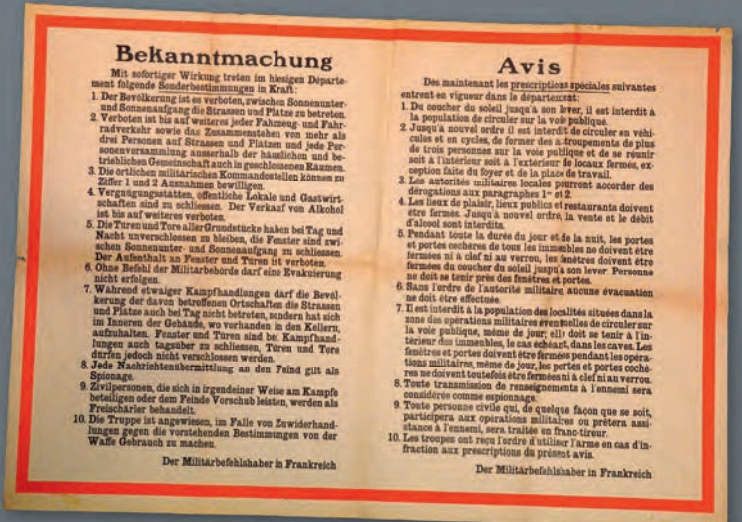


Daniel Collard
 (Coll. Jean Quélien)

Les mouvements de collaboration en Normandie

Les principaux mouvements de collaboration pro-allemands et soutiens de la politique dite de Révolution nationale du maréchal Pétain à Vichy, disposent d'antennes dans les trois départements bas-normands. Les deux plus importants sont le Rassemblement national populaire (RNP) dirigé au plan national par Marcel Déat et, dans une moindre mesure, le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot. S'y ajoutent d'autres mouvements à l'influence plus réduite, comme le Mouvement social révolutionnaire (MSR), le Francisme, ou encore de petites formations locales comme le Groupe Collaboration fondé à Caen par l'ancien maire-adjoint et marchand de meubles, Julien Lenoir.

Le RNP, surtout implanté dans les villes et la zone côtière du Calvados, de Cabourg à Trouville-sur-Mer, est le mouvement collaborationniste le plus actif sur le plan de la propagande, le mieux structuré et le plus nombreux (environ 450 adhérents dans le Calvados). De ce fait, il constitue l'une des cibles principales de la Résistance.



Avis du Militärbefehlshaber in Frankreich (MBF)

comportant les prescriptions spéciales destinées aux civils sur la conduite à tenir au cas où ils viendraient à se trouver dans une zone d'opérations militaires
 Sans date (vraisemblablement 1944).

(Coll. Jean Quélien)



5 LA QUESTION CRUCIALE DE L'ARMEMENT

Les parachutages du BOA (Bureau des opérations aériennes)

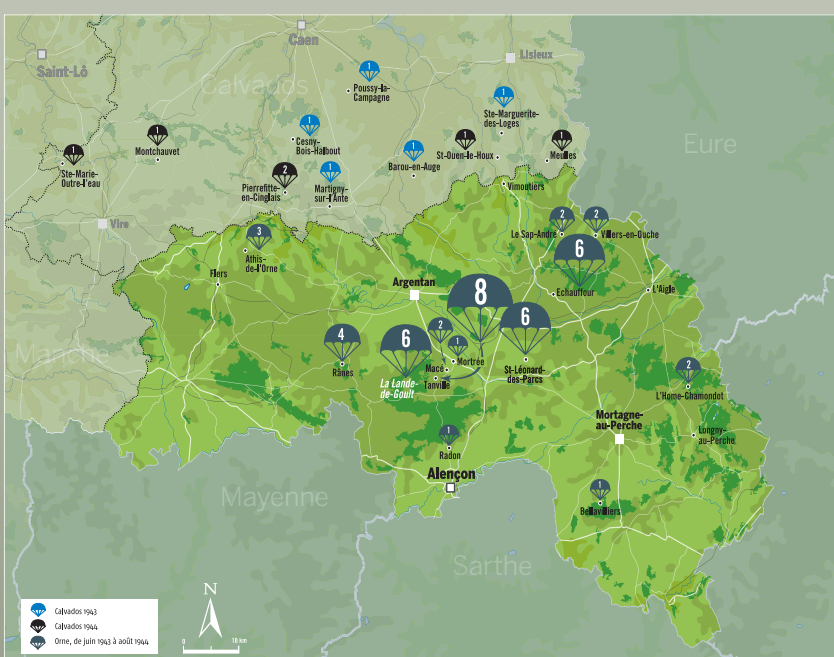
CALVADOS ET ORNE : LIEUX PRIVILÉGIÉS DES PARACHUTAGES



Edouard Paysant
 Chef départemental du BOA de l'Orne, de mars à juillet 1943. (Coll. part.)

Sous l'Occupation, les parachutages d'armes, de munitions et d'équipements militaires divers mais aussi d'agents, n'ont concerné que deux départements : le Calvados et surtout l'Orne. Ils ont été le fait de deux organismes militaires alliés bien distincts. L'un est le Bureau des opérations aériennes (BOA), créé par Jean Moulin en avril 1943. Dépendant du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), il englobe tous les services secrets de la France Libre.

L'autre se nomme le *Special Operations Executive* (SOE), service secret créé dès 1940 par le Premier ministre britannique Winston Churchill, et que commande le lieutenant-colonel Maurice Buckmaster.



Parachutages dans l'Orne et le Calvados (1943-1944).



UNE PROCÉDURE STRICTE

Un parachutage obéit à une procédure stricte. Plusieurs semaines avant la première opération, le responsable du terrain a fait parvenir à Londres ses caractéristiques : localisation sur une carte Michelin avec mention de la ville la plus proche ; coordonnées en latitude et longitude. En retour, il a reçu les conventions d'homologation du nouveau terrain : nom de code (*Aurore, Godet, Garde, Grêle, Éclair, Goudron, Orange, Lapin...* pour les terrains BOA dans l'Orne), le message d'exécution diffusé sur la BBC et la lettre de reconnaissance en Morse que le chef d'équipe doit envoyer au pilote à son approche, peu après l'activation du balisage au sol.

Bombardier Halifax B. III
 fréquemment utilisé pour les missions nocturnes spéciales destinées à armer la Résistance française.
 In Bill Gunston, Les bombardiers, Editions Princesse, Paris, 1979.

Les parachutages du SOE (Special Operations Executive)

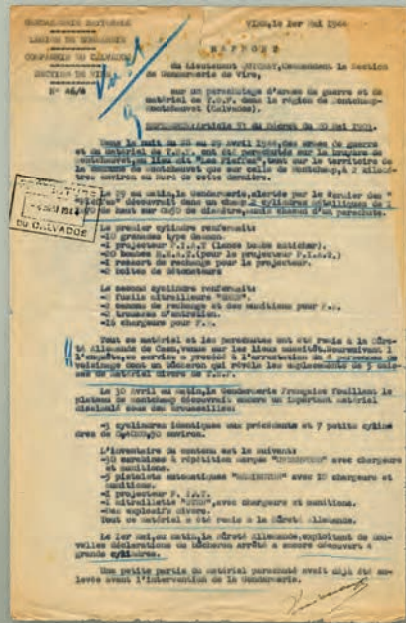
"CHASSEZ LE LOUP SAUVAGE DEUX FOIS"

Dans la nuit du 28 au 29 avril 1944, le message codé du parachutage SOE de Montchauvet (Calvados) : « *Chassez le loup sauvage deux fois* », signifiait pour Jean Renaud-Dandicolle, le chef-adjoint du maquis de Saint-Clair/*Scientist*, l'envoi de deux parachutages.

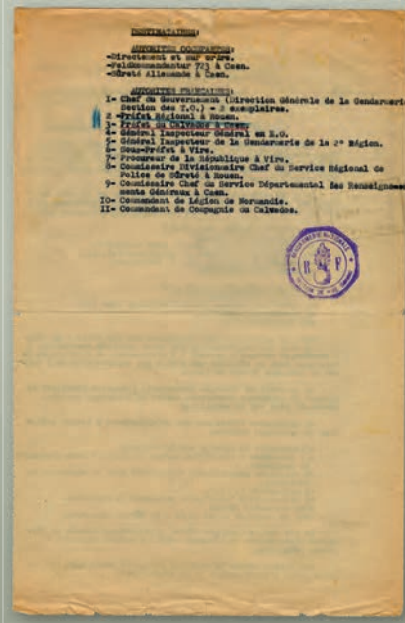
Le nombre d'hommes présents sur le terrain est très variable. Dans la nuit du 7 au 8 avril 1944, Georges Tessier, le chef de terrain BOA réceptionne sur « Goudron » (Radon, Orne), 27 containers (message : « *Tiens voilà la quille* ») avec seulement 7 hommes. Le parachutage effectué dans la nuit du 2 au 3 juin 1944, pour le maquis de Saint-Clair/*Scientist*, sur le terrain de Saint-Clair, (Pierrefitte-en-Cinglais, Calvados) (message : « *Le cerf-volant tire la ficelle* ») est réceptionné par 14 résistants.

Le ramassage des lourds containers, colis et paquets terminé, il faut acheminer le plus rapidement possible le matériel vers la cache aménagée au préalable puis faire l'inventaire et assurer la distribution aux chefs de groupes et de maquis de la région.

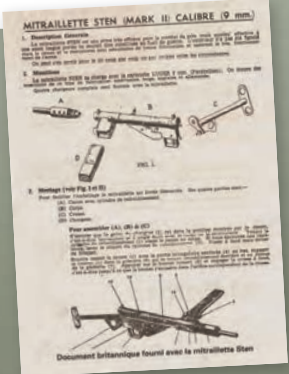
Les échecs ne sont pas rares. Le plus souvent, ils sont dus à une mauvaise météo qui empêche les pilotes des lourds bombardiers, *Halifax, Lancaster* ou *Stirling*, d'apercevoir le balisage au sol ou la lettre de reconnaissance.



Rapport de gendarmerie du lieutenant Quicray
 commandant la section de gendarmerie de Vire, sur un parachutage d'armes et de postes TSF à Montchamp-Montchauvet, daté du 1^{er} mai 1944.
 (Conseil général du Calvados, Archives départementales : 19 W 6).



Containers de type H, ferme de l'Aubrière
 route de Cerisy-Belle-Etoile, pont de la Chaussée, chez M. Louis Levoyer, Orne, 1944.
 In L'Orne combattante, 18 février 1993, Chroniques et souvenirs de 1943, par André Lebreton, page 8. (Coll. part.)



Notice de montage de la mitrailleuse STEN (Mark II) de calibre 9 mm
 In L'Orne combattante, 15 septembre 1994, Chroniques et souvenirs de 1944, par André Lebreton, page 8. (Coll. part.)



6

L'APPLICATION DES PLANS "VERT", "VIOLET" ET "BLEU"

Le plan « vert » (Les voies ferrées)

SUR LE PIED DE GUERRE DÈS LE 5 JUIN

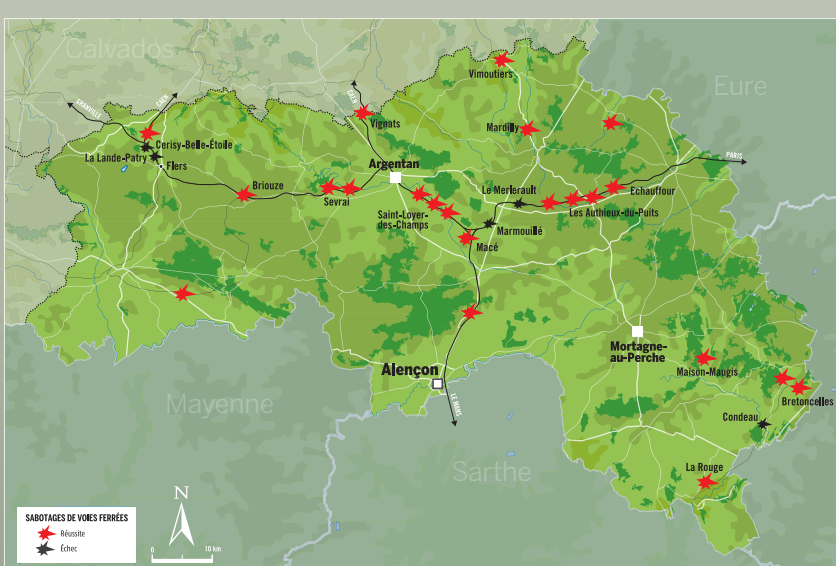


Rapport du commissaire des renseignements généraux d'Alençon daté du 6 juin 1944 à propos d'un attentat sur un pont de fer de la ligne Alençon-Condé-sur-Huisne à Boissy-Maugis (Orne)
(Conseil général de l'Orne, Archives départementales : 2 W 6).

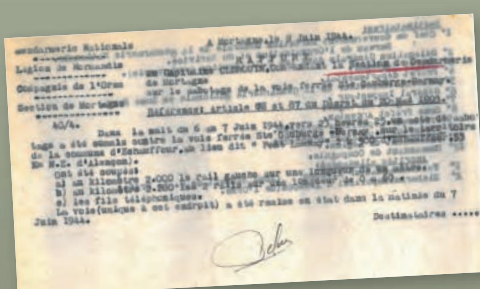
Le 1^{er} juin 1944, la radio anglaise (BBC) diffuse les messages d'alerte à la Résistance française. Dans les heures qui suivent, toutes les formations clandestines de Normandie sont sur le pied de guerre. Le 5 juin, elles entrent en action dès la réception des messages d'exécution, envoyés sur les ondes à partir de 21h15.

Dans le Calvados, le maquis de Saint-Clair/Scientist (SOE) du capitaine Jean Renaud-Dandicolle se mobilise dès la réception des messages : « *L'appel des laboureurs dans le matin brumeux* » pour exécuter le plan vert et sabotage des voies ferrées et « *Et l'on n'a rien perdu lorsqu'on garde l'espoir* », pour appliquer le plan de guérilla sur les routes.

Dans les autres secteurs du département mais aussi dans l'Orne et la Manche, ce sont les messages : « *L'heure des combats viendra* » (message d'alerte diffusé le 1^{er} juin), « *Les dés sont sur le tapis* » et « *Il fait chaud à Suez* » (messages d'exécution reçus le 5 juin), qui déclenchent l'entrée en action des Forces françaises de l'intérieur (FFI) pour appliquer les plans de sabotage et de guérilla.



Sabotages de voies ferrées dans l'Orne en 1943 et 1944.
(Conseil général de l'Orne, Archives départementales : d'après l'Orne des territoires, une histoire, 2012, doc. 5 page 127).



Rapport de gendarmerie du 9 juin 1944 sur un sabotage de la voie ferrée Sainte-Gauburge-Bernay, sur la commune d'Echauffour (Orne), au lieu-dit : « Pont-Launay ».
(Conseil général de l'Orne, Archives départementales : 2 W 6)



Un sabotage de voie ferrée.
Reconstitution d'après-guerre, sans lieu ni date.

DES ATTAQUES CIBLÉES, DES LIGNES SABOTÉES

Le plan vert est facilement appliqué, en raison d'un réseau ferroviaire déjà largement endommagé au cours des mois précédant le 6 juin par la Résistance (12 actions de sabotage réussies dans l'Orne de janvier à juin 1944) et par les attaques ciblées de l'aviation alliée. Dans le Calvados, la ligne Paris-Caen est coupée à Lisieux et à Caen. La voie ferrée Caen-Flers est sabotée à Grimbosq, dans nuit du 5 au 6 juin, par le maquis de Saint-Clair/Scientist (SOE). Dans l'Orne et la Manche, plusieurs sabotages de voies sont effectués sur la ligne Paris-Granville, dans la nuit du 6 au 7 juin (à Écouche, Argentan, Briouze et Folligny).

Les plans « violet » et « bleu » (Les lignes téléphoniques et électriques)



Affiche allemande menaçant de la peine de mort les auteurs de tout endommagement de moyens de transmission signée par le chef de l'administration militaire en France.
(Collection Jean Quélain).

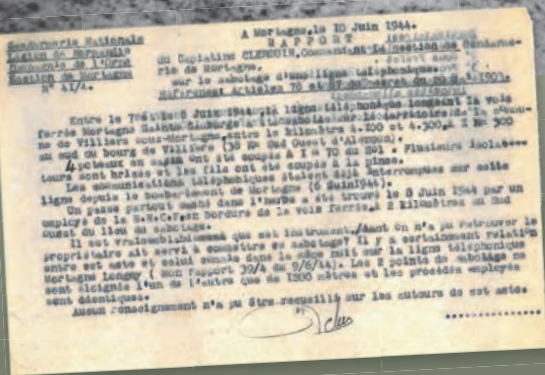
D'INNOMBRABLES COUPURES DE LIGNES

Dans le Calvados et la Manche, ce sont les maquis FTFP, mieux structurés, qui se montrent les plus réactifs ; les premiers, en coupant les lignes téléphoniques et électriques dans plusieurs localités du bocage virois et du sud du Pays d'Auge ; les seconds, dans le sud-Manche (secteurs d'Avranches et de Brécey).

Dans l'Orne, les équipes de l'AS dirigées par Daniel Desmeulles, chef départemental de l'Armée secrète (AS), puis à partir du 20 juin, par André Mazeline, chef des FFI (AS+FTFP), effectuent d'innombrables coupures des lignes téléphoniques aériennes et souterraines. La coupure des câbles Le Mans-Caen et Bernay-Falaise revêt un caractère extrêmement important.



Pont de Bretagne détruit à Pontaubault par une équipe (FTP) d'Avranches.
(Conseil général de la Manche - Archives départementales).



Rapport du commandant de la section de gendarmerie de Mortagne sur le sabotage d'une ligne téléphonique longeant la voie ferrée Mortagne-Sainte-Gauburge, sur la commune de Villiers-sous-Mortagne, 10 juin 1944.
(Conseil général de l'Orne, Archives départementales : 2 W 6).



II - LA RÉSISTANCE EN ACTION DÈS L'ANNONCE DU DÉBARQUEMENT (JUN-JUILLET 1944)

7

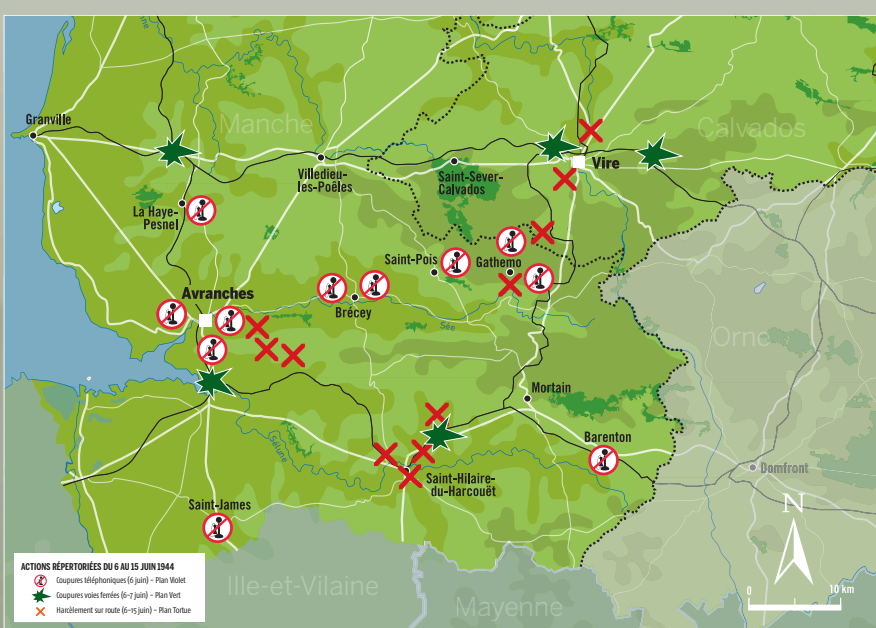
L'APPLICATION DU PLAN TORTUE

RALENTIR L'ENNEMI

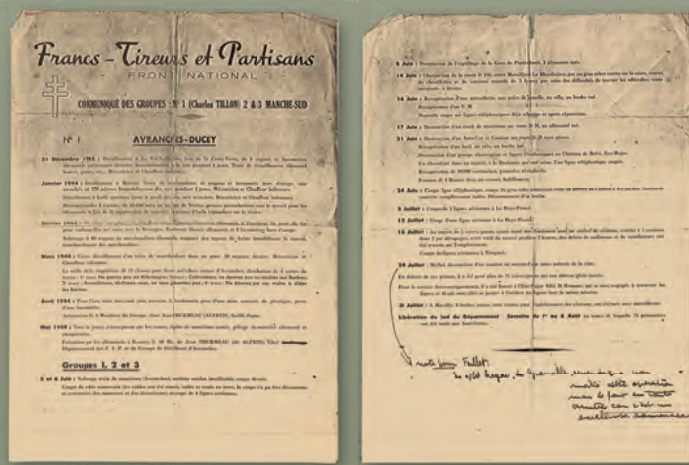
L'exécution du plan Tortue (attaque de blindés et ralentissement des convois militaires allemands) a pris des formes multiples dans toute l'étendue de la Basse-Normandie. Dans le Calvados, les groupes du *Special Operations Executive* (SOE), en Suisse normande et dans le sud du Pays d'Auge, tapissent les routes secondaires de crève-pneus et multiplient les abattages d'arbres, dressant autant d'obstacles à la progression des véhicules ennemis vers le front.

Partout, les panneaux indicateurs sont déplacés. Le 6 juin, dans le secteur d'Athis-de-l'Orne, un convoi militaire allemand tourne pendant plusieurs heures, de nuit, sur le même itinéraire : vallée de la Vère, Cingal, Le Poirier, vallée de la Vère.

Tableau des opérations effectuées par la Résistance dans le département du Calvados du 6 juin au 8 août 1944. (Archives du comité régional Résistance et Mémoire, carton maquis FTPF Calvados)



Plan tortue dans la Manche, du 6 au 15 juin 1944. D'après André Debon et Louis Pinson in La Résistance du Bocage, 1988, p. 202



Communiqué des groupes FTP/Front national du secteur Avranches-Ducey, Août 1944. (Conseil général de la Manche, Archives départementales, 253 J9, reproduction A. Poirier).



Char Mark IV abandonné par les Allemands au Mêle-sur-Sarthe dans l'Orne, le 13 août 1944, suite à une action de la Résistance. (Conseil général de l'Orne - Archives départementales).

UNE ACTION EXEMPLAIRE

Dans la Manche, le 8 juin 1944, à Chèvreville, le groupe FTPF de Saint-Hilaire-du-Harcouët abat un gros sapin en travers de la route qui relie cette commune à Juvigny. Dans la soirée, deux convois chargés de munitions venant de Bretagne, sont arrêtés par l'obstacle. Avant que les Allemands n'aient pu faire sauter l'arbre, la colonne repérée par l'aviation alliée est mitraillée le 9 juin. Les munitions explosent. 27 camions sont détruits. Les pertes de l'ennemi sont nombreuses.

Dans l'Orne, les abattis d'arbres occasionnent d'importants retards à l'ennemi. Le groupe de Joseph Royant parvient à neutraliser pendant trois jours la route N°4 entre Gacé et Vimoutiers. Des véhicules sautent sur des mines tandis que d'autres sont attaqués à la mitrailleuse et à la grenade. Les actions les plus spectaculaires ont lieu le 10 juin, lorsque le groupe de Nonant-le-Pin parvient à immobiliser deux chars lourds sur la route d'Argentan puis quand le groupe du Merlerault fait sauter, pendant la nuit du 11 au 12 juin, deux camions de munitions qui montaient vers le front.

L'arbre du Pointon

Le 8 juin, des convois montant vers le nord sont signalés. Décision est prise de réaliser un barrage sur la route de Juvigny. Charles Busault raconte l'épisode :
"Nous nous sommes rendus dans la soirée, avant la nuit, au Pointon, sur la propriété du château de Glazé Saint Navier commaisant l'exploitant : Paul James. Nous avions repéré un bel arbre de près d'un mètre de diamètre et nous en commençons l'entaille avec la scie. Mais l'entaille se referme : la scie coince et se bloque. Il faut des "coïns" pour ouvrir l'entaille et continuer le sciage. Je pars donc pour chercher ces "coïns". Pendant ce temps, Blouet et Navier continuent le travail, tant bien que mal. Mais l'exploitant de la ferme, Paul James, arrive sur les lieux : il apporte son aide et va chercher de l'outillage complémentaire. L'arbre tombe correctement, en travers de la route, bien ancré dans le talus".
Avant l'arbre, un convoi se présente et se trouve arrêté par l'obstacle. Un char est appelé. Il est accablé au tronç pour tenter de le tirer. Mais c'est en vain : la masse de l'arbre défie la traction du tank. Les Allemands se décident, finalement, à utiliser des explosifs pour faire sauter la partie centrale de l'arbre.
Beaucoup de temps a été perdu et c'est seulement au bout de trois heures qu'ils réussissent à libérer la partie utile de la route. Mais déjà le jour est là !
Un deuxième convoi s'est agglutiné au premier. Les véhicules s'embrasent pour rejoindre le cantonnement de jour, prévu plus au nord. Un avion allié survole le site et les repère immédiatement. Il effectue un

mitrillage systématique de la route entre Juvigny et le Pointon. Les convois sont décimés : 27 véhicules incendiés, presque tous bourrés de munitions. Le festival d'explosions dure toute la journée. Il y aura, au total, 7 morts contrôlés... Deux vaches sont tuées chez Louis Levesque.
Cette action provoqua chez les Allemands une rage qui se traduisit, dans les jours qui suivirent, par des interrogatoires multiples des paysans voisins, accompagnés de menaces d'intimidation sans aucun résultat et le groupe de "Sirocane" ne fut pas inquiété.

L'arbre du Pointon, sur la commune de Chèvreville un exemple de l'application du plan Tortue dans la Manche, 8 juin 1944. In André Debon et Louis Pinson, La Résistance du Bocage, 1988, p. 163-164.

LES RÉSISTANTS RALENTISSENT LES TROUPES ALLEMANDES

Les sabotages de ponts se soldent souvent par des échecs en raison de l'insuffisance des quantités d'explosifs et de l'inexpérience des équipes de sabotage. Le 4 juillet, dans le Calvados, l'équipe du capitaine FFI Georges Poinlane réussit à faire sauter un pont en bois gardé par l'ennemi à hauteur de Fleury-sur-Orne.

Malgré une pénurie criante en armes anti-char, l'exécution du plan Tortue est menée à bien dans l'Orne et, dans une moindre mesure, dans la Manche et le Calvados. Les résistants normands ont ainsi contribué, à la suite de leurs camarades des maquis plus importants du sud de la Loire, à freiner la montée en puissance des troupes allemandes vers le front de Normandie.

8

LES MISSIONS HUMANITAIRES DE LA RÉSISTANCE

UN "ILÔT SANITAIRE" A CAEN

Après les bombardements aériens alliés du 6 et celui du 7 juin 1944, au cours duquel plus d'un millier de bombardiers Lancaster et Halifax de la RAF (Royal Air Force) écrasent les quartiers centraux de Caen, des milliers de Caennais se trouvent sans abri. Tandis que les habitants de la rive droite cherchent un asile auprès de l'hospice des Petites Sœurs des Pauvres et des carrières de Fleury-sur-Orne, ceux de la rive gauche se replient vers le lycée Malherbe, le Bon-Sauveur et l'hospice Saint-Louis.

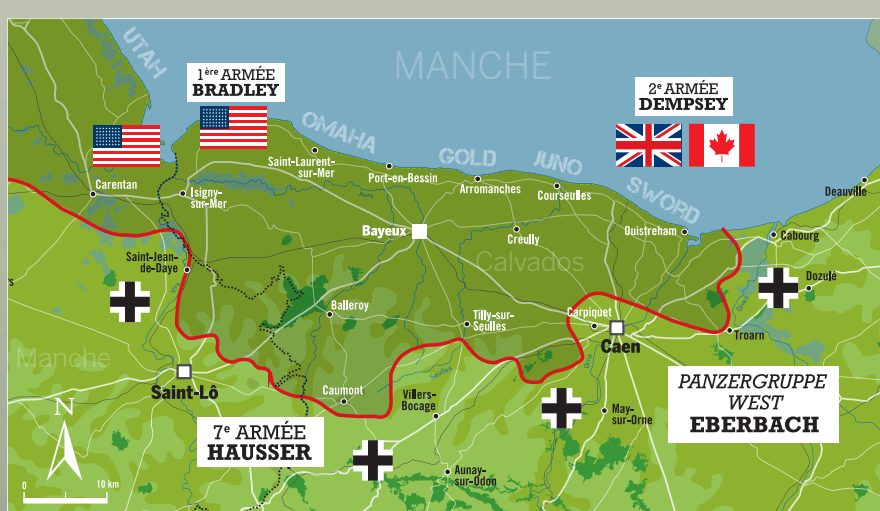
C'est ainsi que s'est créé un « îlot sanitaire », espace comprenant le Bon-Sauveur et le lycée Malherbe, délimité par les rues Guillaume le Conquérant et Caponière, au nord, et les rues du Carel et de l'Abbatiale, au sud.



Photographie aérienne de l'îlot sanitaire à Caen
(In A. Gosset et P. Lecourt, Caen pendant la bataille, Ozanne et Cie, Caen, 1946, hors texte).



Plan du lycée Malherbe et du Bon-Sauveur
(In A. Gosset et P. Lecourt, Caen pendant la bataille, Ozanne et Cie, Caen, 1946, hors texte).



Front au 7 juillet 1944 avant l'opération Charnwood et la prise de Caen (8-9 juillet 1944).
In Albert Pipet, Mourir à Caen, p. 144-145.

SIMONE HIMBERT PASSE LES LIGNES

Très rapidement, la nécessité d'avertir les Britanniques de la présence de cette foule de Caennais regroupés dans le quartier Saint-Etienne devient la préoccupation des autorités françaises (municipalité de Caen, préfecture) et des chefs de la Résistance caennaise.

Une première tentative de franchissement des lignes est effectuée avec succès le 12 juin au matin, à l'initiative de Léonard Gille, le président du CDL et des FFI de Caen. Simone Himbert, une courageuse sage-femme, obtient de Léonard Gille l'autorisation de passer les lignes à vélo, avec pour seul viatique le brassard de la Croix-Rouge française.

Après bien des péripéties, elle parvient à rencontrer le capitaine Fitzgerald, de l'Intelligence Security (IS), à Douvres-la-Délivrande, puis, en soirée, à retraverser les lignes à Bretteville-L'Orgueilleuse pour rendre compte au capitaine Gille.



Réfugiés caennais
dans une des chapelles de l'église abbatiale Saint-Etienne de Caen, juillet 1944.
(Coll. Jean Quélien).



Témoignage de Joseph Poirier
Maire-adjoint de Caen en 1944.
In La bataille de Caen, 6 juin-15 août 1944, sans date, p. 17-18 + gravure hors texte.

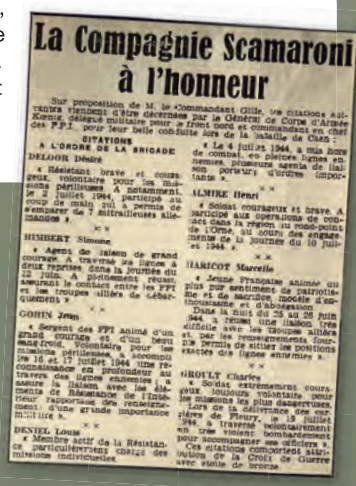
L'AUDACE DE MARCELLE HARICOT

Le 14 juin, Bernard Lecornu, ancien préfet de la Corrèze révoqué par Darnand, déguisé en brancardier, et Denise Brouzet, chef de la section ambulancière de la Croix-Rouge, se portent volontaires pour porter un nouveau message aux Alliés.

Sous le prétexte d'aller chercher un blessé sur la ligne de feu, ils parviennent en ambulance à passer les lignes à Buron. Deux jours plus tard, mis en rapport avec un officier de l'Intelligence Security (IS), ils parviennent à faire passer, depuis Bayeux, un message au docteur Cayla annonçant la réussite de leur mission.

Une troisième tentative est également couronnée de succès grâce à l'audace d'une jeune Française de 18 ans, Marcelle Haricot. Elle réussit dans la nuit du 25 au 26 juin, une liaison très difficile avec les troupes alliées, en longeant à pied le canal de Caen à la mer, jusqu'à Bénouville. La résistante Léa Vion la met ensuite en rapport avec le capitaine Fitzgerald.

Citations à l'ordre de la brigade de Simone Himbert et de Marcelle Haricot
avec attribution de la Croix de guerre avec étoile de bronze.
(In Liberté de Normandie, 6 octobre 1944)



Léa Vion
Directrice de la maternité de Bénouville, avec un brassard FFI, château de Bénouville, à la fin de l'été 1944.
(D.R.)



Henri Lampérière, gendarme de la brigade de Bretteville-sur-Laize
Membre du maquis de Saint-Clair. En retardant la transmission d'un ordre allemand d'évacuation de Caen, il a sauvé de nombreux réfugiés qui auraient péri sur les routes de l'évacuation, sous les bombardements. Landelles-et-Coupigny, 1943.
(Coll. part.).

LE CALVADOS APRÈS LE DÉBARQUEMENT (JUN 1944)

6 JUIN

6H30 : DÉBUT DE L'OPÉRATION OVERLORD. DÉBARQUEMENT ALLIÉ SUR LES CÔTES DE LA MANCHE, PUIS DU CALVADOS.

6 JUIN

8H30 : DÉBUT DU MASSACRE, PAR LA GESTAPO DE CAEN, D'ENVIRON 80 RÉSISTANTS INTERNÉS À LA MAISON D'ARRÊT.

6 JUIN

13H30 : PREMIER BOMBARDÉMENT AÉRIEN ALLIÉ SUR LA VILLE DE CAEN ET D'AUTRES VILLES DE NORMANDIE. LE COMMANDANT ROBERT LECOUTOUR, CHEF DES FFI DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN EST TUÉ.

14 JUIN

LE GÉNÉRAL DE GAULLE DÉBARQUÉ DE LA COMBATTANTE, À COURSEULLES/GRAYE, SE REND À BAYEUX, ISIGNY ET GRANDCAMP. FRANÇOIS COULET EST INSTALLÉ COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE.

15-30 JUIN

CRÉATION PAR LÉONARD GILLE, CHEF DES FFI DE CAEN, DE LA COMPAGNIE FRED SCAMARONI.

24-30 JUIN

ÉCHEC DE L'OPÉRATION EPSOM, ASSAUT DU 8^e CORPS BRITANNIQUE, À L'OUEST DE CAEN.

8

LES MISSIONS HUMANITAIRES DE LA RÉSISTANCE

UN "ILÔT SANITAIRE" A CAEN

Après les bombardements aériens alliés du 6 et celui du 7 juin 1944, au cours duquel plus d'un millier de bombardiers Lancaster et Halifax de la RAF (Royal Air Force) écrasent les quartiers centraux de Caen, des milliers de Caennais se trouvent sans abri. Tandis que les habitants de la rive droite cherchent un asile auprès de l'hospice des Petites Sœurs des Pauvres et des carrières de Fleury-sur-Orne, ceux de la rive gauche se replient vers le lycée Malherbe, le Bon-Sauveur et l'hospice Saint-Louis.

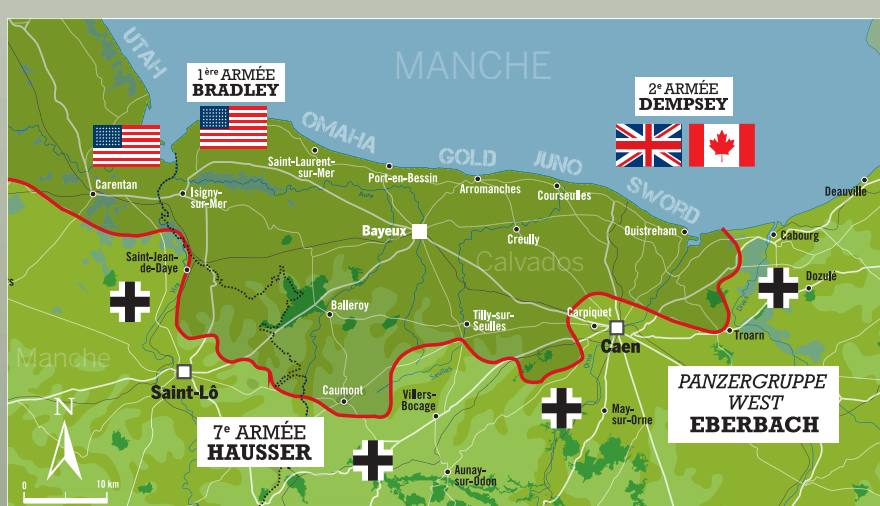
C'est ainsi que s'est créé un « îlot sanitaire », espace comprenant le Bon-Sauveur et le lycée Malherbe, délimité par les rues Guillaume le Conquérant et Caponière, au nord, et les rues du Carel et de l'Abbatiale, au sud.



Photographie aérienne de l'îlot sanitaire à Caen
(In A. Gosset et P. Lecointe, Caen pendant la bataille, Ozanne et Cie, Caen, 1946, hors texte).



Plan du lycée Malherbe et du Bon-Sauveur
(In A. Gosset et P. Lecointe, Caen pendant la bataille, Ozanne et Cie, Caen, 1946, hors texte).



Front au 7 juillet 1944 avant l'opération Charnwood et la prise de Caen (8-9 juillet 1944).
In Albert Pipet, Mourir à Caen, p. 144-145.



Témoignage de Joseph Poirier
Maire-adjoint de Caen en 1944.
In La bataille de Caen, 6 juin-15 août 1944, sans date, p. 17-18 + gravure hors texte.



Réfugiés caennais
dans une des chapelles de l'église abbatiale Saint-Etienne de Caen, juillet 1944.
(Coll. Jean Quélien).



Henri Lampérière, gendarme de la brigade de Bretteville-sur-Laize

Membre du maquis de Saint-Clair. En retardant la transmission d'un ordre allemand d'évacuation de Caen, il a sauvé de nombreux réfugiés qui auraient péri sur les routes de l'évacuation, sous les bombardements. Landelles-et-Coupigny, 1943.
(Coll. part.).

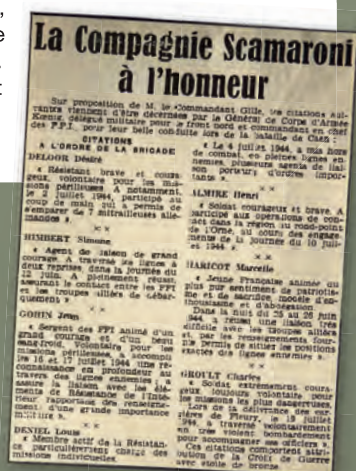
L'AUDACE DE MARCELLE HARICOT

Le 14 juin, Bernard Lecornu, ancien préfet de la Corrèze révoqué par Darnand, déguisé en brancardier, et Denise Brouzet, chef de la section ambulancière de la Croix-Rouge, se portent volontaires pour porter un nouveau message aux Alliés.

Sous le prétexte d'aller chercher un blessé sur la ligne de feu, ils parviennent en ambulance à passer les lignes à Buron. Deux jours plus tard, mis en rapport avec un officier de l'Intelligence Security (IS), ils parviennent à faire passer, depuis Bayeux, un message au docteur Cayla annonçant la réussite de leur mission.

Une troisième tentative est également couronnée de succès grâce à l'audace d'une jeune Française de 18 ans, Marcelle Haricot. Elle réussit dans la nuit du 25 au 26 juin, une liaison très difficile avec les troupes alliées, en longeant à pied le canal de Caen à la mer, jusqu'à Bénouville. La résistante Léa Vion la met ensuite en rapport avec le capitaine Fitzgerald.

Citations à l'ordre de la brigade de Simone Himbert et de Marcelle Haricot
avec attribution de la Croix de guerre avec étoile de bronze.
(In Liberté de Normandie, 6 octobre 1944)



Léa Vion
Directrice de la maternité de Bénouville, avec un brassard FFI, château de Bénouville, à la fin de l'été 1944.
(D.R.)

LE CALVADOS APRÈS LE DÉBARQUEMENT (JUN 1944)

6 JUIN

6H30 : DÉBUT DE L'OPÉRATION OVERLORD. DÉBARQUEMENT ALLIÉ SUR LES CÔTES DE LA MANCHE, PUIS DU CALVADOS.

6 JUIN

8H30 : DÉBUT DU MASSACRE, PAR LA GESTAPO DE CAEN, D'ENVIRON 80 RÉSISTANTS INTERNÉS À LA MAISON D'ARRÊT.

6 JUIN

13H30 : PREMIER BOMBARDÉMENT AÉRIEN ALLIÉ SUR LA VILLE DE CAEN ET D'AUTRES VILLES DE NORMANDIE. LE COMMANDANT ROBERT LECOUTOUR, CHEF DES FFI DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN EST TUÉ.

14 JUIN

LE GÉNÉRAL DE GAULLE DÉBARQUÉ DE LA COMBATTANTE, À COURSEULLES/GRAYE, SE REND À BAYEUX, ISIGNY ET GRANDCAMP. FRANÇOIS COULET EST INSTALLÉ COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE.

15-30 JUIN

CRÉATION PAR LÉONARD GILLE, CHEF DES FFI DE CAEN, DE LA COMPAGNIE FRED SCAMARONI.

24-30 JUIN

ÉCHEC DE L'OPÉRATION EPSOM, ASSAUT DU 8^e CORPS BRITANNIQUE, À L'OUEST DE CAEN.

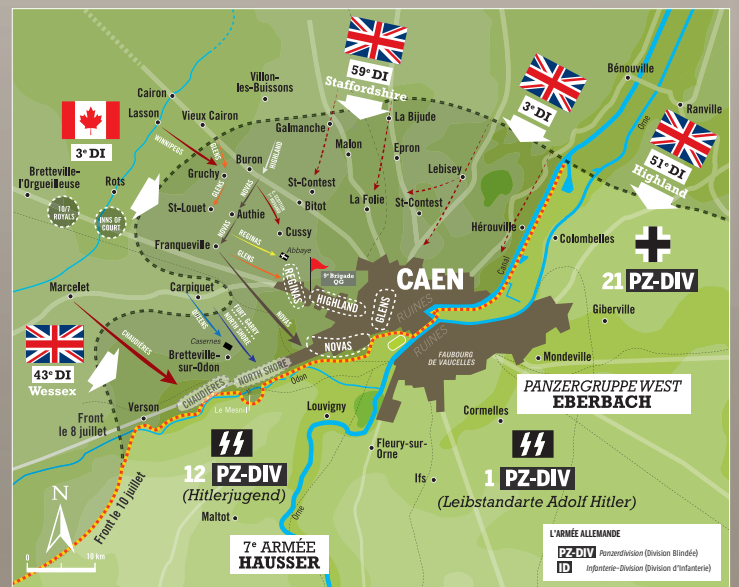
III - LE RÔLE DE LA RÉSISTANCE PENDANT LA BATAILLE DE NORMANDIE (AOÛT 1944)

10 LES MISSIONS DE GUIDAGE DES AVANT-GARDES ALLIÉES

La Compagnie Scamaroni à Caen et dans le Calvados



Lever des couleurs
Place du lycée (actuellement Monseigneur des Hameaux), Caen, 9 juillet 1944.
(Archives Jean Quéllien)



Charnwood et la prise de Caen, 8 et 10 juillet 1944.
D'après l'histoire officielle de la participation canadienne à la Seconde Guerre Mondiale, volume III, La Campagne de la Victoire. Les opérations dans le nord-ouest de l'Europe 1944-1945.

LÉONARD GILLE CRÉE LA "SCAMA"

La Compagnie Scamaroni est formée après le 6 juin 1944 par l'avocat Léonard Gille, qui se trouvait à Paris au moment du Débarquement. À cette date, la Résistance caennaise se trouve sans chef et sans ordres. Le chef départemental des FFI, Jacques Berjot (successeur de Kaskoreff) se trouvant à Lion-sur-Mer, le jour J, ne peut gagner son poste de commandement qui se trouve à la cure de Giberville. Le chef des FFI de Caen, le capitaine Le Coutour est tué rue des Jacobins.

Dès son retour à Caen, Léonard Gille est nommé chef d'état-major adjoint au chef de la région M1, Eugène Meslin, indisponible à cause d'un accident. Il prend en main la direction de la Résistance caennaise. Les bombardements incessants de la ville en partie ruinée et la présence des Allemands, en particulier de la Gestapo, rendent sa tâche très difficile.



Remise de décorations
à trois FFI de la Compagnie Fred Scamaroni : Léonard Gille, Georges Poinlane, René Duchez à Caen, Quartier Lorge, juillet 1944.
(Archives du Comité régional Résistance et Mémoire)



Léonard Gille
Président du CDL du Calvados, commandant la Compagnie Scamaroni de Caen, photo studio Polma, Caen, sans date. Dédicace à Henri Lampérière.

HOMMAGE À FRED SCAMARONI

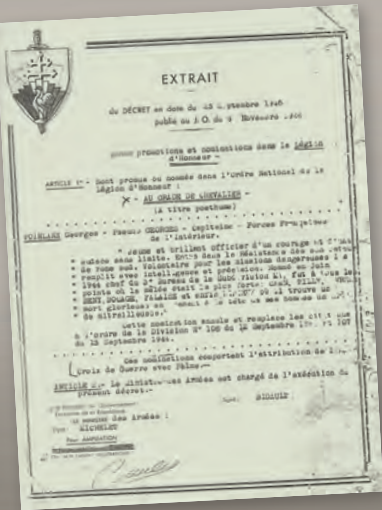
Léonard Gille tente de rassembler autour de lui les FFI isolés, assisté de résistants de la première heure, membres de l'Armée volontaire (AV), puis de l'Organisation civile et militaire (OCM). Parmi eux, l'artisan peintre René Duchez, le garagiste Léon Dumis, Janine Boitard, sa future épouse, l'aviateur canadien Paul Gingras, abattu au-dessus de Versailles, puis l'interne Serge Goguel.

Peu à peu, le chef de la Résistance caennaise est en mesure de constituer une petite formation dont il confie le commandement militaire au capitaine Georges Poinlane. Il décide de la nommer « Compagnie Scamaroni » en hommage à l'ancien chef de cabinet du préfet du Calvados, Fred Scamaroni. Celui-ci, envoyé en Corse par le BCRA, tombe aux mains de l'OVRA italienne (l'équivalent de la Gestapo) en mars 1943. Il choisit de se suicider pour ne pas parler.



Défilé de la Compagnie Scamaroni
Rue Guillaume le Conquérant à Caen, juillet 1944.
(Archives Jean Quéllien)

Le combat continue dans la 2^e DB



Décret du 25 septembre 1946
portant promotion et nomination dans l'ordre de la Légion d'Honneur de Georges Poinlane, capitaine des FFI tué à l'ennemi, à Lisieux, le 23 août 1944.
(Archives du Comité régional Résistance et Mémoire)

LES FFI SERVENT D'ÉCLAIREURS AUX ALLIÉS

Fort de quelques dizaines d'hommes, la « Scama » se procure des armes grâce à un vol audacieux effectué dans un dépôt allemand situé dans l'ancienne gare Saint-Martin. Y participent Léon Dumis, René Duchez, Jean-Marie et Jacques Vico, Roger Leblond. Le 9 juillet, jour de la libération de la rive gauche de l'Orne, un petit détachement de FFI participe à la cérémonie de lever des couleurs en début de soirée, place du lycée.

Les volontaires effectuent de nombreuses patrouilles de sécurité dans le *No man's land* entre les lignes. Robert Castel meurt le 10 juillet, au rond-point de l'Orne et Raymond Chatelain est tué le 18 juillet, près du pont de Vaucelles. Plusieurs FFI servent d'éclaireurs aux troupes d'infanterie canadiennes et britanniques, participent à des sabotages, ou aux combats de la Libération du Calvados. Quelques-uns, comme Guy Merle et Jacques Vico poursuivent leur engagement au sein de la 2^e DB du général Leclerc.



Le brigadier Jacques Vico
en uniforme devant un blindé léger du groupe tactique Langlade, 2^e DB, 1944.
(Coll. part.)



III - LE RÔLE DE LA RÉSISTANCE PENDANT LA BATAILLE DE NORMANDIE (AOÛT 1944)



PATROUILLES, COUPS DE MAIN ET CAPTURE DE PRISONNIERS

Les FFI de l'Orne au cœur des combats de la Libération

LE SABOTAGE SE POURSUIT

Le 20 juin 1944, André Mazeline, alias *Marsouin*, (chef des Forces françaises de l'intérieur de l'Orne), s'adressant à ses chefs de secteur, ordonne le soulèvement général de toutes les forces combattantes du département. Cela veut dire continuer le sabotage du matériel de l'ennemi, intensifier la guérilla chaque fois que l'armement et les effectifs le permettent, harceler l'ennemi partout à la fois, et abattre sans pitié les agents de la Gestapo et les traîtres.

Entre le 20 et le 30 juin, dans la région de Flers, les FFI font sauter quatre ponts sur des routes particulièrement fréquentées par les Allemands. Dans la vallée de la Vère, le groupe Saniez sabote, de nuit, les moteurs de 25 véhicules stationnés dans l'usine de la Martinique.



Trajet suivi par la 2^e DB du général Leclerc entre le 9 août et le 22 août 1944
D'après *In L'Orne des territoires, une histoire*, Conseil général de l'Orne, 2012.



André Mazeline
En uniforme de capitaine des FFI. Il est nommé chef départemental des FFI, le 20 juin 1944, en remplacement de Daniel Desmeules, arrêté.

MORTAGNE EST LIBÉRÉE

Dans tous les secteurs de l'Orne, la guérilla est intense. Chaque nuit, des véhicules sautent sur des mines et prennent feu. Les motocyclistes et les voitures légères isolés sont mitraillés. Les effectifs de la Résistance progressent malgré les opérations sanglantes conduites par la Gestapo (le 28 juin, huit maquisards sont fusillés dans la ferme des Riaux, à Boucé) et les assauts des troupes allemandes contre le maquis (quatre FFI sont tués dans le combat de Saint-Cyr-la-Rosière, le 4 août). Les FFI étaient environ 600 le 6 juin ; leur nombre a triplé le 10 août.

Dans la région de Tourouvre, le 12 août, le lieutenant Levêque reçoit un renfort de 15 SAS parachutés (commandos du *Special Air Service* britannique). Des opérations conjointes SAS-FFI sont entreprises. Les FFI libèrent Mortagne et nettoient la région du Perche.

	Secteur de Fiers	Secteurs de La Ferté-Macé-Domfront	Secteur de Laigle	Secteur de Mortagne
Camions détruits ou capturés	51	40	11	42
Camions endommagés	47	36	3	10
Voitures légères détruites ou capturées	13	3	4	9
Voitures endommagées	2	4	2	2
Chars détruits ou capturés	2	1	3	6
Chars endommagés	2	1	3	6
Motocyclistes tués	2	3	1	2
Véhicules sans blindés, touchés par mines	4		1	2
Camions détruits	4		1	1
Ponts sautés	4			
Ponts détruits	4		2	1
Voies ferrées coupées	2			
Armes détruites	6	2		1+
Officiers tués	3	1	3	2
Officiers blessés	7	81	12	34
Sous-officiers et soldats tués	19	1	2	14
Sous-officiers et soldats blessés	77	250	127	256
Prisonniers capturés				

Tableaux statistiques des pertes humaines et matérielles infligées à l'ennemi à l'ouest et à l'est de l'Orne, du 6 juin au 20 août 1944.

(André Mazeline, *Clandestinité*, éditions Trésias, p. 94-95)

	Secteur d'Alençon	Secteur d'Argentan et d'Escovres	Secteur d'Argentan (Est)	Secteur M.L.N. du Centre du Département
Camions détruits ou capturés	6	31	59	27
Camions endommagés		8	4	4
Voitures légères détruites ou capturées	3	13	7	3
Voitures endommagées	1	1	1	1
Chars détruits ou capturés		1	1	1
Chars endommagés		2	1	4
Motocyclistes tués	2	1	4	1
Véhicules sans blindés, touchés par mines	2	1	2	2
Camions détruits		1	1	1
Ponts sautés	1		1	
Ponts détruits	1		2	14
Voies ferrées coupées	1		2	
Armes détruites	1	7+	80	1
Officiers tués	1	3		
Officiers blessés	23	57	67	66
Sous-officiers et soldats tués	2	12	2	4
Sous-officiers et soldats blessés	69	204	518	231
Prisonniers capturés				

Tableaux statistiques des pertes humaines et matérielles infligées à l'ennemi au centre de l'Orne, du 6 juin au 20 août 1944.

(André Mazeline, *Clandestinité*, éditions Trésias, p. 94-95)



Section de FFI entrant dans Écouché (Orne), le 19 août 1944
In Marcel Baudot, *Libération de la Normandie*, éditions Hachette Littérature, Paris, 1974, photo CHOLE.

L'AIDE PRÉCIEUSE DES FFI DE L'ORNE

Marsouin franchit les lignes à Mortrée, rejoint la 2^e DB du général Leclerc avec le capitaine De Normandie, et tous deux servent de guides aux groupements tactiques dans leur avance vers Écouché. Celui-ci y trouve une mort glorieuse en se lançant à l'assaut d'un canon anti-char ennemi.

Le capitaine DRONNE, commandant la 9^e compagnie du 3^e régiment de marche du Tchad, atteste dans un document officiel, rédigé à son PC, le 17 août « que les FFI de l'Orne lui ont apporté une aide précieuse, du 12 au 16 août 1944, dans la marche en avant vers Écouché et dans la défense de cette ville, qu'elles ont assuré de nombreuses patrouilles et de nombreuses missions de jour et de nuit, qu'elles ont en particulier exécuté un coup de main dans l'après-midi du quatorze qui a permis de ramener 129 prisonniers allemands, de capturer un important matériel (armes et véhicules) et de délivrer 8 Américains dont 7 blessés ».

Le général Leclerc donnant l'ordre au capitaine Dronne chef de la 9^e compagnie du 3^e bataillon du régiment de marche du Tchad de foncer sur Paris, Antony, 24 août 1944.
(Mémorial Leclerc-Musée Jean Moulin)



L'ORNE APRÈS LE DÉBARQUEMENT (AOÛT 1944)

7-8 AOÛT	7 AOÛT	12 AOÛT	19 AOÛT	21 AOÛT	22 AOÛT
ÉCHEC DE LA CONTRE-OFFENSIVE ALLEMANDE DANS LE SECTEUR DE MORTAIN.	LA 1 ^{re} ARMÉE CANADIENNE LANCE L'OPÉRATION TOTALIZE EN DIRECTION DE FALAISE.	LA 2 ^e DB DU GÉNÉRAL LECLERC LIBÈRE ALENÇON ET ÉCOUCHÉ. LES FFI DE L'ORNE PARTICIPENT PARTOUT AUX COMBATS DE LA LIBÉRATION.	CANADIENS, POLONAIS, AMÉRICAINS ET FRANÇAIS DE LA 2 ^e DB OPÈRENT LEUR JONCTION PRÈS DE CHAMBOIS.	FERMETURE DE LA POCHÉ DE CHAMBOIS. LES ALLEMANDS SE RENDENT À TOURNAI-SUR-DIVES.	À FLEURÉ, LE GÉNÉRAL LECLERC REÇOIT L'ORDRE : « MOUVEMENT IMMÉDIAT SUR PARIS ».



12 LE SAUVETAGE DES AVIATEURS ALLIÉS TOMBÉS AU-DESSUS DE LA NORMANDIE



"CEUX QUI CACHENT LES ANGLAIS SERONT FUSILLÉS"

Dans les trois départements bas-normands, des hommes et des femmes (de tous âges et de toutes conditions) ont pris des risques considérables pour que les pilotes de chasse et les membres des équipages de bombardiers alliés, dont les avions ont été abattus ou contraints de se poser en Normandie, puissent échapper à la capture.

Dès le mois de juin 1940, une ordonnance du gouverneur militaire en France menace du tribunal de guerre toute personne qui prêterait assistance à des militaires non allemands se trouvant dans les territoires occupés. Quelques mois plus tard, une nouvelle ordonnance du chef de l'administration militaire en France prescrit que toutes les personnes qui, après le 20 octobre 1940, continueront à héberger des Anglais sans les avoir déclarés, seront fusillées.

Aviateurs en civil

Ernest Philip Green, R-A Guesdon, Léonard Schallehn en compagnie du résistant de Lonlay-l'Abbaye M. Erout. Photo prise chez la tante d'André Rougeyron, Mme Lefebvre, juillet 1944.

(Coll. part.)

ANDRÉ ROUGEYRON CACHE QUATORZE AVIATEURS

Dans l'Orne, à partir de l'été 1943, André Rougeyron, un résistant ingénieur expert en mécanique à Domfront, se spécialise dans la recherche et le sauvetage d'aviateurs britanniques et américains. Mobilisant plusieurs membres de sa famille, ses amis et ses camarades de résistance de l'Orne (Yvette Dubocq) et du Calvados (Robert Dedeystère, Léonard Gille), il se dépense sans compter pour venir en aide à quatorze d'entre eux. Il leur héberge dans sa propriété, le chalet du Brouillard, un château isolé dans la forêt sur la commune de Domfront. Il leur procure des vêtements civils, de la nourriture, des faux papiers d'identité. Ensuite, il se charge de leur convoyage vers Paris et les confie à une filière d'évasion vers l'Espagne ou la Suisse.



DOMFRONT — Vieilles Maisons sur le bord de la Varenne et le Chalet du Brouillard

Domfront (Orne), Chalet du Brouillard, propriété d'André Rougeyron. Cette maison abrita pendant 500 jours de guerre de nombreux aviateurs anglais et américain.

(Coll. part.)



Le capitaine Kenneth E. Hagan

et l'épave de son Mustang qui a dû se poser à cause d'une panne de moteur, le 17 juin 1944, dans un champ, sur la commune de Tinchebray

(Coll. part.)



André Rougeyron

In Stéphane Robine, Les Résistants du bocage ornaï, été-automne 1944, Le Pays-Bas-Normand, n° 3-4/2005, second volume, p. 153.



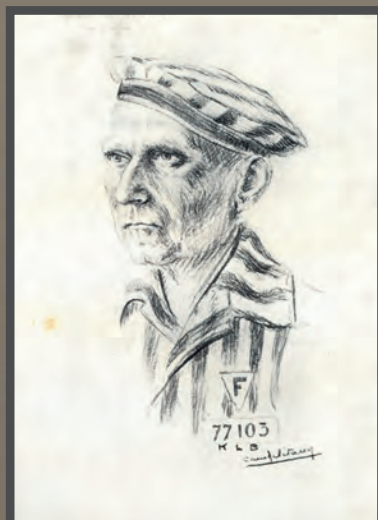
Janine Boitard

Membre d'un réseau d'évasion vers la Suisse dont faisait également partie Léonard Gille.

(Coll. part.)

LE RÉSISTANT ORNAIS EST RENTRÉ DES CAMPS NAZIS

Le 3 août 1944, André Rougeyron est arrêté à Domfront, par Jardin, l'un des auxiliaires les plus zélés de la Gestapo d'Alençon. Il est interné à la prison des Ducs à Alençon, puis transféré à la prison de Fresnes. Il est déporté le 15 août 1944, vers le camp de concentration de Buchenwald. Devenu le matricule F-77103, le résistant ornaï est envoyé le 14 septembre au Kommando d'Holzén, près d'Eschershausen (petite localité du Hanovre). Il réussit à surmonter les humiliations, les coups, la faim, le travail épuisant et parvient à s'évader du convoi d'évacuation le 8 avril 1945 à la faveur d'un bombardement de la RAF sur la gare de Cellé. Libéré par les Anglais, il est rapatrié par avion sur Bruxelles, puis par chemin de fer vers la France.



Dessin d'André Rougeyron en tenue de déporté

Matricule n°77103 au camp de concentration de Buchenwald, réalisé en mai 1945 par un co-détenu.

(In Agents d'évasion, Imprimerie alençonnaise, Alençon, 1947, photos hors texte).



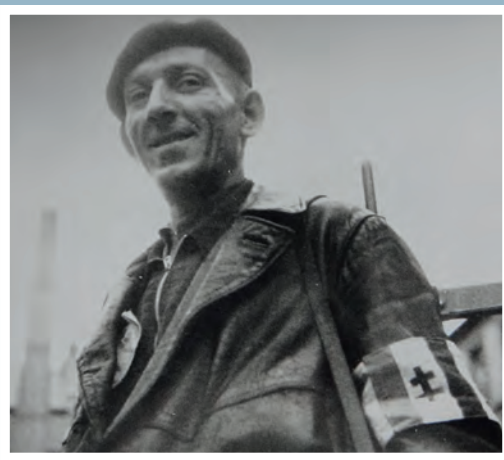
IV - LE PRIX ÉLEVÉ DE LA LIBERTÉ

13

DANS LE CALVADOS, DES "ACTIONS NOMBREUSES, MÉRITOIRES ET SATISFAISANTES"

DES RÉSISTANTS DISPERSÉS ET SANS ORDRE

L'ouverture d'un nouveau front en Normandie, les nombreux et terribles bombardements aériens américains et britanniques et l'arrivée de plusieurs unités blindées ont eu pour conséquence directe de bouleverser les liaisons de la Résistance dans ce département. De nombreux résistants se sont retrouvés sans chefs (certains tués ou capturés, d'autres « coincés » dans la zone libérée, d'autres empêchés pour des raisons diverses) et sans ordre et donc maintenus dans l'inaction.



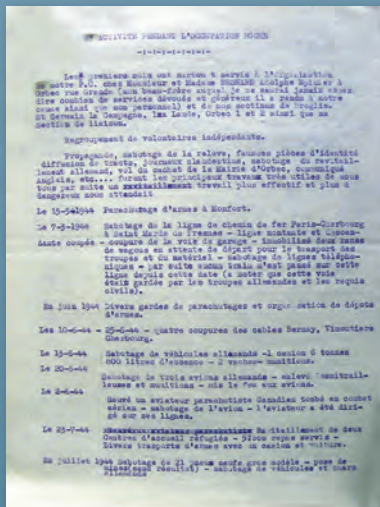
Charles Huard
Avec une mitraillette STEN à l'épaule et brassard FFI, à Caen, place place du lycée (actuellement Monseigneur des Hameaux).
(Archives du Canada, Memorial de Caen, une de nombreux hors série de Liberté - La Banquette libre, juin 1994)

LE COMMANDANT PARLÉANI, CHEF DES FFI DU CALVADOS



Le commandant Christian Parléani
Chef des FFI du Calvados pendant la bataille de Normandie.
(Coll. Jean Quélien)

À Caen, il faut attendre le retour de Léonard Gille de Paris pour voir se reconstituer une organisation de Résistance à partir de la seconde moitié du mois de juin. Avant la libération de la rive gauche de l'Orne le 9 juillet, la Résistance doit faire face à toutes sortes de difficultés liées à la dispersion des hommes, à l'état de ruine d'une grande partie de la ville et à la présence allemande encore dangereuse. Le professeur de collège Christian Parléani, nommé chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI) du Calvados par Eugène Meslin et Léonard Gille, éprouve toutes les peines du monde à établir la liaison entre l'échelon régional de la Résistance et l'état-major FFI de Caen, à partir de la mi-juin. Dans l'impossibilité d'y parvenir, il prend contact avec les groupes locaux qu'il peut joindre, sillonnant le Calvados dans tous les sens avec sa seule bicyclette.

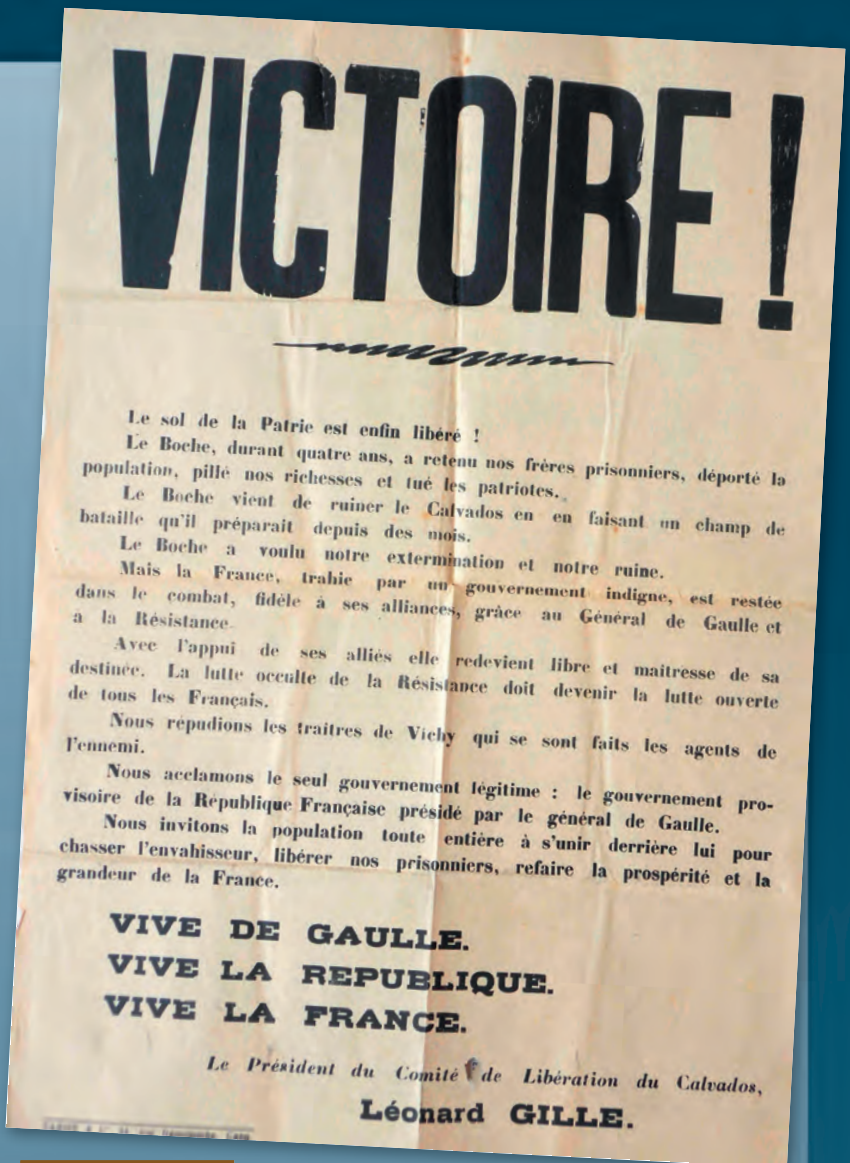


Extraits du rapport du capitaine Fayard du 4 octobre 1944
sur les commissions de recensement et d'incorporation des FFI du Calvados.
(Archives Mirey, ONC du Calvados).

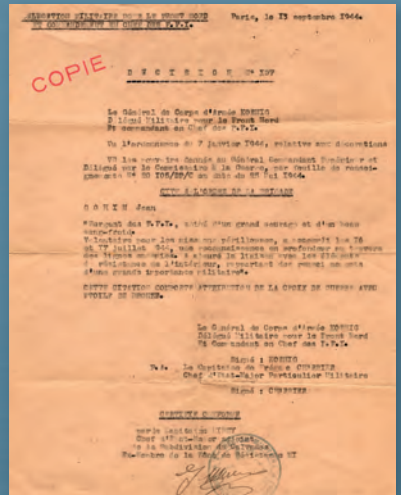
SABOTAGES ET GUÉRILLA ENTRETIENNENT L'INSÉCURITÉ SUR LES ARRIÈRES DES ENNEMIS

Sur le plan militaire, l'action de la Résistance est surtout le fait de FTPF du bocage viorois (groupe de Champ-du-Boult), du Pays d'Auge (Honfleur et Orbec) et de FFI de la région d'Orbec, rescapés du réseau SOE Jean-Marie *Donkeyman*. Par des actions de guérilla ponctuelles (un convoi allemand attaqué sur la RN Vire-Villedieu), des sabotages de ponts (Pontécoulant, Coulonces, Fervaques) et des attaques de véhicules isolés, elle entretient en permanence l'insécurité sur les arrières de l'ennemi. À partir des 16 et 17 juillet, la recherche de renseignements collectés, par deux FFI utilisés comme éclaireurs (Charles Huard à l'ouest de l'Orne et Jean Gohin, à l'est de l'Orne pour la mission « Koenig ») a mobilisé 20 à 25 hommes des groupes de Vassy et de Segrie-Fontaine. Elle a permis de rapporter aux Britanniques des informations importantes sur l'identification des unités allemandes, leur armement et la localisation des dépôts de munitions.

Dans un rapport sur le bilan de l'activité des FFI adressé au colonel Perrey (commandant de la subdivision du Calvados), daté du 4 octobre 1944, le capitaine Fayard, estime « que les actions de harcèlement et de sabotage ont été nombreuses, méritoires et, dans l'ensemble, satisfaisantes ».



Proclamation du président
Du Comité départemental de libération du Calvados Léonard Gille.
Automne 1944, affiche 40 X 60 cm. (Coll. part.)



Citation à l'ordre du régiment signée Koenig
délivrée au sergent FFI Jean Gohin, 13 septembre 1944.
(Coll. part.)



Antoine Gérard
Chef et organisateur du groupe de résistance FFI de la région d'Orbec (Calvados).
(Coll. part.)



Jean Gohin
En uniforme de sous-lieutenant, 1944.



14

DANS L'ORNE, L'ACTION MILITAIRE DES FFI EST RECONNUE

PLUS DE 2000 SOLDATS ALLEMANDS CAPTURÉS

BIAN D'ENSEMBLE POUR LE DÉPARTEMENT	
Canton de Beaufresne	125
Canton de Couterne	100
Canton de La Ferté-Macé	100
Canton de Moulins-la-Marche	100
Canton de Nocé	100
Canton de Sablé	100
Canton de Sillé-le-Guillaume	100
Canton de Val-de-Corbon	100
Canton de Vire	100
Total	1000

LA RÉSISTANCE DANS L'ORNE	
Nombre d'organisations	125
Nombre de combattants	1000
Nombre de chefs de file	100
Nombre de volontaires	1000
Nombre de prisonniers	2000
Nombre de véhicules détruits	501
Nombre de véhicules endommagés	75
Nombre de trains arrêtés	100
Nombre de lignes d'énergie coupées	100
Nombre de lignes de télégraphie coupées	100
Nombre de lignes de téléphone coupées	100
Nombre de lignes de télégraphe coupées	100
Nombre de lignes de câble coupées	100
Nombre de lignes de signal coupées	100
Nombre de lignes de chemin de fer coupées	100
Nombre de lignes de tramway coupées	100
Nombre de lignes de métro coupées	100
Nombre de lignes de trolleybus coupées	100
Nombre de lignes de tram-train coupées	100
Nombre de lignes de métro léger coupées	100
Nombre de lignes de métro rapide coupées	100
Nombre de lignes de métro automatique coupées	100
Nombre de lignes de métro à grande vitesse coupées	100
Nombre de lignes de métro à haute vitesse coupées	100
Nombre de lignes de métro à très haute vitesse coupées	100

Dès la diffusion des messages d'alerte et d'exécution des plans d'action, l'engagement militaire des Forces françaises de l'intérieur (FFI) de l'Orne a été total. Les sabotages des réseaux électriques, téléphoniques et télégraphiques ont été effectués sur toute l'étendue du département. Les voies ferrées coupées en plusieurs endroits ont paralysé tout trafic ferroviaire.

En de nombreux lieux, les FFI ont effectué des barrages routiers par abattages d'arbres, et les actions de guérilla se sont traduites par des résultats non négligeables : 501 véhicules ennemis détruits ou endommagés en 75 jours de combat.

En liaison avec les Alliés auxquels ils ont souvent servi d'éclaireurs, les FFI de l'Orne ont contribué efficacement à la libération de leur département, parvenant à capturer plus de 2000 militaires allemands de tous rangs, supprimant les dernières poches de résistance de l'ennemi, et récupérant le matériel abandonné par lui au cours de sa retraite.

Bilan statistique d'ensemble pour le département de l'Orne. (in André Mazeine, Clandestinité, p.99-100)



FFI et Américains de la 1^{ère} division d'infanterie qui a libéré Couterne, le 14 août 1944. À noter sur cette photo prise le jour de la libération de la ville, la présence de tirailleurs sénégalais en uniforme de l'armée française, prisonniers de guerre évadés du camp de l'Épinette en forêt d'Andaine. (Coll. part.)

BEAUCOUP REJOignent LES RANGS DE LA 2^è DB DE LECLERC

En dépit d'effectifs demeurés modestes, d'un armement souvent hétéroclite, et des réticences des états-majors alliés à l'égard des chefs de la Résistance (réserves progressivement levées au fur et à mesure de la progression de la bataille) le bilan de l'action militaire des FFI de l'Orne s'est avéré très positif.

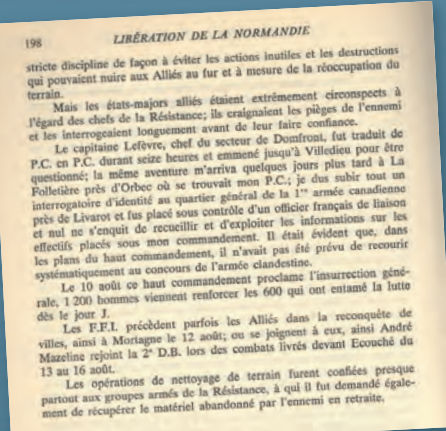
Le 24 août, la proclamation de *Marsouin* (André Mazeine) aux FFI de l'Orne à Alençon, marque la fin de l'action militaire des résistants dans le département. Le chef des FFI appelle cependant ses camarades à poursuivre le combat dans le 2^e bataillon de marche de Normandie, en cours de formation, ou à rejoindre les rangs de la 2^e DB du général Leclerc qui a libéré Alençon.



Citation de Raymond Ciroux à l'ordre de la division par le général Leclerc, commandant la 2^e division blindée, 1^{er} juillet 1945. (Coll. part.)



L'Orne Combattante, journal clandestin daté du 27 juillet 1944. (Coll. part.)



Proclamation signée *Marsouin* (André Mazeine) adressée aux FFI de l'Orne, Alençon, le 24 août 1944. Affiche (CD-Rom du Comité régional Résistance et Mémoire, Coll. part.)

Témoignage de Marcel Baudot sur la coopération de la Résistance avec les Alliés. (in Marcel Baudot, La Libération de la Normandie, éditions Hachette Littérature, Paris, 1974, page 189)



IV - LE PRIX ÉLEVÉ DE LA LIBERTÉ

15

DANS LA MANCHE, LE RENSEIGNEMENT MILITAIRE TACTIQUE A PAYÉ

LES GROUPES FTPF HARCELENT L'ENNEMI

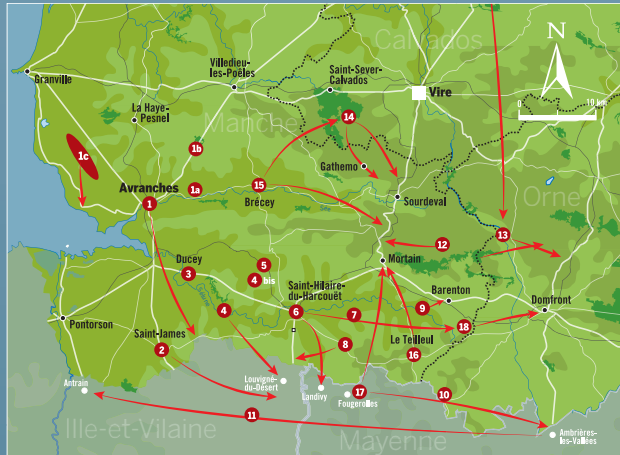
Dans la Manche, comme dans les deux départements voisins de Basse-Normandie, les Forces françaises de l'intérieur (FFI) et les groupes de Francs-tireurs et partisans français (FTPF) du sud-Manche ont, malgré la faiblesse de leur armement, multiplié les actions de harcèlement contre les troupes allemandes, gênant considérablement la montée des renforts vers le front. La simple pose de mines et de crève-pneus sur le réseau routier secondaire s'est révélée d'une redoutable efficacité. De même, les sabotages des moyens de communications de l'ennemi (lignes téléphoniques, télégraphiques, câbles souterrains à longue distance) ont obligé les Allemands à ne compter que sur leurs moyens propres.



Groupe de FFI et de réfugiés de trois Russes, d'un déserteur allemand et de deux soldats américains, à la ferme Fouillard, à Marcilly, été 1944.
(Conseil général de Manche, Archives départementales, 253 J/19, reproduction A. Poirier).



Groupe FTPF de Sérouanne, juin 1944
(Conseil général de Manche, Archives départementales, 253 J/19, reproduction A. Poirier).



Actions de la Résistance du 15 juin au 15 août 1944
D'après André Debon et Louis Pinson in La Résistance du Bocage, 1988, p. 259

- 1 Avranches : actions coordonnées de nettoyage et opérations de guidage dont Veins (Vauzoules).
 - 2 Nettoyage de la région du Bas-Cru à Trepied (Lourdais).
 - 3 Nettoyages à Sainte-Pierre (E. Cury).
 - 4 C : Nettoyage de la région de Genêts.
 - 5 Saint-James : nettoyage, nombreux engagements dans division Leclerc.
 - 6 Ducey : actions en commun à Veins et au Rocher Jaloux.
 - 7 Groupe de Saint-Laurent-de-Terregatte : action coordonnée avec alliés jusqu'à Rennes, puis Nogent-le-Rotrou.
 - 8 bis - La Mancellière : prolongement de la mission Helmsman par mise en place de 16 guides statiques (fin de mission : 1^{er} août).
 - 9 Mise au point d'une tactique de coopération JB Hayes (Eric), lieutenant Ripley (OSS) et Émile (responsable FTPF), le 2 août.
 - 10 Organisation par JB Hayes et coopération entre les groupes de Saint-Hilaire, Fougerolles, etc. et les unités américaines.
 - 11 Départ de guides volontaires : Launay, Navier, etc.
 - 12 Combat commun (FFI-Américains) au sud des Loges-Marchis, le 3 août.
 - 13 Barenton : opération renseignement-guidage le 4 août (Lacoste-Villotte).
 - 14 Organisation du renseignement sur la Mayenne par Eric : pour suite de l'opération Helmsman avec départ de Lamanville le 5 août.
 - 15 Parachutage et guidage de deux missions Seltberg (Gavin et Guy). Coopération de nombreux groupes du nord d'Ille-et-Vilaine dont Fougerolles (11 juillet et 18 août).
 - 16 Mission Koenig : opération renseignement de Disster et Hergault vers Mortain.
 - 17 Identique mission Vivien à Saint-Cyr-Lonlay (6 août).
 - 18 Brécéy : demande de guides français et départ de Debon et Tautin (7 août).
 - 19 Brécéy : mission de renseignement Cocquier (3 au 9 août).
 - 20 La Teulieu : missions coordonnées du groupe avec le capitaine Mackalay (8 au 11 août).
 - 21 Fougerolles : coopération du groupe aux opérations au sud de Mortain (9 et 10 août).
 - 22 Contact de Fouqué (Saint-Cyr) et Lefebvre (Domfront) avec les troupes alliées : enclenchement de l'action coordonnée entre FFI de l'Orne (commandant Mazeline) et commandement allié (6 au 21 août).
- N.B. : cette liste ne tient pas compte des actions entreprises au nord de la ligne Caroles-Vire. Elle ne mentionne que les actions principales.

LES FFI REJOignent LE 2^e BATAILLON DE MARCHÉ DE NORMANDIE

La libération de la Normandie terminée, plusieurs dizaines de FFI de la Manche rejoignent le 2^e bataillon de marche de Normandie qui se constitue à Teurthéville-Hague, près de Cherbourg. Parmi les officiers de cette formation, Louis Blouet, Yves Gresselin et André Rouault, rejoignent leurs camarades de Résistance de l'Orne, du Calvados et de l'Eure.



La 3^e armée de Patton, dans son offensive, croise des colonnes de prisonniers allemands.
(Photo U.S.I.S.)

L'EFFICACITÉ DU RENSEIGNEMENT

Mais plus que les actions de guérilla (attaques de véhicules et de militaires isolés, abattis d'arbres sur les routes) à la portée militaire nécessairement limitée du fait de la densité des troupes allemandes engagées sur le front, la Résistance de la Manche s'est surtout distinguée par l'importance de la collecte du renseignement tactique sur le champ de bataille.

La mission Helmsman débute le 12 juillet 1944 et s'achève avec le succès de l'offensive de l'armée américaine qui atteint Avranches-Pontorson et Saint-James, les 31 juillet et 1^{er} août. Elle constitue indubitablement l'exemple le plus marquant de l'efficacité de l'action de la Résistance en matière de renseignement.

La presse cherbourgeoise
Une du premier numéro datant de lundi 3 juillet 1944.
(Conseil général de la Manche, Archives départementales, AL 4007, reproduction A. Poirier).



16 PARTOUT, UN ENGAGEMENT PAYÉ AU PRIX FORT

DE NOMBREUX RÉSISTANTS FUSILLÉS...

Les victimes de la répression nazie en Basse-Normandie peuvent être réparties en trois catégories, en fonction des conditions de leur disparition : les fusillés, les déportés et les massacrés.

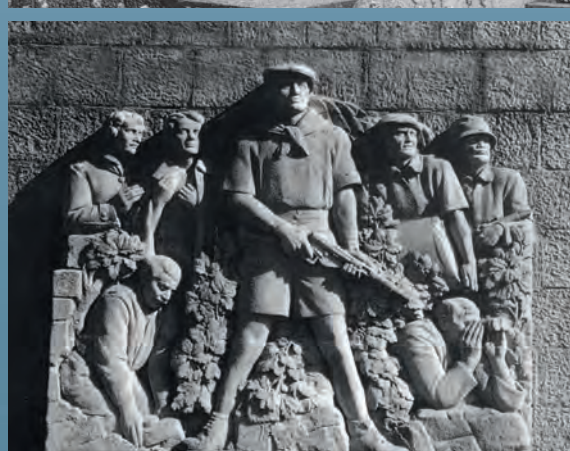
Les fusillés sont des personnes qui ont été reconnues coupables de faits ayant porté préjudice à la sécurité des troupes allemandes en France, condamnées à mort par un tribunal militaire, puis passées par les armes. Entre 1940 et 1944, cette répression a fait 128 victimes en Basse-Normandie. Elle a été le résultat de condamnations prononcées par les tribunaux des *Feldkommandanturen* (Saint-Lô : FK 722, Caen : FK 723 et Alençon : FK 754, au total 84 cas). Elle est aussi le résultat d'une procédure appliquée à l'échelle de la France occupée (44 cas), dans le cadre de la politique des otages instaurée par le MBF (*Polizeiführer des Militärbefehlsaber in Frankreich*).



Entrée de la maison d'arrêt de Caen

Et plaque commémorative signée Léonard Gilie.

(Clicke Jean Quillem, ONAC du Calvados).



Argentan, monument aux morts de la Résistance, déportés, fusillés, tués au combat.

Vue d'ensemble et détail du bas-relief consacré à la France combattante, œuvre signée Marcel Pierre. Ce monument représente les différentes activités de la Résistance : le renseignement, le sabotage, les parachutages, la guérilla, 1957. (Coll. part.)



Alençon, prison des Ducs.

Lieu d'internement des résistants de l'Orne.

Sans date, carte postale, (Coll. part.)



Mémorial des victimes de la répression nazie dans la Manche, Saint-Lô.

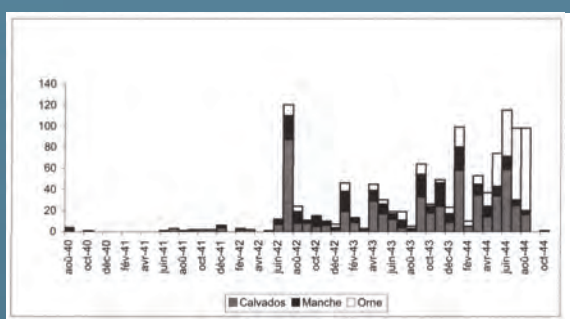
(Coll. ONAC Manche, D.R.)

...OU DÉPORTÉS VERS LES CAMPS NAZIS

Sur les 1537 déportés de Basse-Normandie recensés (tous motifs de déportation confondus), on dénombre 1322 hommes et 215 femmes. En prenant une définition large de la Résistance (« Résistance organisée » des réseaux et mouvements, et « Résistance civile » : coupure de câbles, écoute de la BBC, hostilité affichée, aide à des aviateurs...), 45,4% des déportés de Basse-Normandie sont envoyés vers les prisons et camps de concentration du Reich pour des actes de résistance à l'occupant allemand ou à la politique de collaboration.

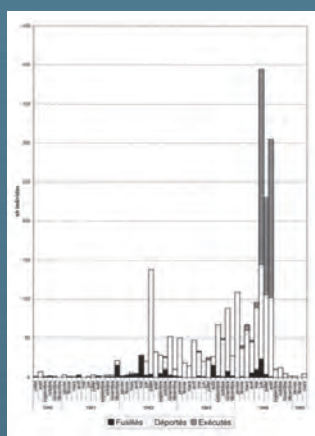
Le camp de Buchenwald, en Thuringe, est le premier lieu de déportation de ceux qui sont arrêtés par mesure de répression (15,9% du total des déportés). En second lieu, vient le camp de Neuengamme, non loin de Hamburg (12,2%).

Dans l'Orne, du fait de l'arrivée des policiers allemands seulement en 1943, le nombre de déportés augmente considérablement en 1944, surtout après le 6 juin. Dans le Calvados et la Manche, il y a eu peu de déportés après le 6 juin, les combats empêchant le transfert des détenus vers le camp de Compiègne. Près d'un déporté de répression sur deux n'est pas revenu de déportation en 1945.



Chronologie comparée par mois de la déportation de répression en Basse-Normandie (cf. Jean Quillem, La répression nazie en Basse-Normandie, CRHQ-CNRS-Université de Caen-Basse-Normandie, Caen, 2005, p. 80).

Graphique des victimes du nazisme (fusillés, déportés, exécutés) en Basse-Normandie de 1940 à 1945 (cf. Jean Quillem, La répression nazie en Basse-Normandie, CRHQ-CNRS-Université de Caen-Basse-Normandie, Caen, 2005, p. 14).



DES ADULTES ET DES ENFANTS EXÉCUTÉS SOMMAIREMENT

Troisième catégorie de victimes du nazisme, les massacrés sont des adultes et des enfants exécutés sommairement pour actes de Résistance, arrestations arbitraires, désobéissance ou attitude pro-alliée. 502 Bas-Normands ont été ainsi massacrés par les Allemands (Gestapo, Wehrmacht et SS), entre le 6 juin et le 24 août 1944, dont 236 dans le Calvados, 152 dans l'Orne et 114 dans la Manche.

